



RÈGLEMENT DE SERVICE EAU POTABLE

ADOPTÉ PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MÉTROPOLITAIN
DU 17 DÉCEMBRE 2018



eau
métropole
ROUENNORMANDIE



SOMMAIRE

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES	P 3	CHAPITRE IV LE COMPTEUR	P 8	CHAPITRE VII PERTURBATIONS DE LA FOURNITURE D'EAU	P 12
ART 1 OBJET DU RÉGLEMENT		ART 25 CARACTÉRISTIQUES		ART 51 INTERRUPTION DE LA	
ART 2 LES ENGAGEMENTS DE L'EXPLOITANT		ART 26 EMPLACEMENT DES COMPTEURS		Fourniture d'eau	
ART 3 LES RÉGLES D'USAGE DU SERVICE		ART 27 PROTECTION DES COMPTEURS		ART 52 MODIFICATION DES	
ART 4 LES DROITS DES ABONNÉS		ART 28 REMPLACEMENT DES COMPTEURS		Caractéristiques de distribution	
CHAPITRE II L'ABONNEMENT	P 4	ART 29 COMPTEURS PROPRIÉTÉ DES ABONNÉS		ART 53 EAU NON CONFORME AUX CRITÈRES DE POTABILITÉ	P 13
ART 5 LE CONTRAT D'ABONNEMENT		ART 30 VÉRIFICATION ET CONTRÔLE DES COMPTEURS		ART 54 CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE	
ART 6 CONDITIONS D'OBTENTION DE L'ABONNEMENT		ART 31 RELEVÉ DES COMPTEURS	P 9	CHAPITRE VIII DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS ET ENSEMBLE D'HABITATIONS DESERVIS PAR UNE VOIRIE OU DES RÉSEAUX PROPRES	P 13
ART 7 FRAIS D'ACCÈS AU SERVICE ET PRESTATIONS ANNEXES	P 5	CHAPITRE V LES INSTALLATIONS INTÉRIEURES	P 9	ART 55 MODE D'ALIMENTATION	
ART 8 LA DURÉE DU CONTRAT		ART 32 DÉFINITION DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES		CHAPITRE IX DISPOSITIONS D'APPLICATION ET SANCTIONS	P 14
ART 9 LES CONDITIONS DE RÉSILIATION		ART 33 RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES INSTALLATIONS INTÉRIEURES		ART 56 INFRACTIONS ET POURSUITES	
ART 10 ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE		ART 34 APPAREILS INTERDITS	P 10	ART 57 VOIE DE RECOURS	
ART 11 ABONNEMENTS POUR APPAREILS PUBLICS		ART 35 ABONNÉS UTILISANT D'AUTRES RESSOURCES EN EAU		ART 58 MODALITÉS DE COMMUNICATION DU RÉGLEMENT	
ART 12 ABONNEMENTS DE GRANDE CONSOMMATION		ART 36 MISE À LA TERRE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES		ART 59 MODIFICATION DU RÉGLEMENT	
ART 13 ABONNEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR LES AGRICULTEURS ÉLEVEURS		ART 37 SURPRESSEUR		ART 60 ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÉGLEMENT	
ART 14 LES ABONNEMENTS TEMPORAIRES	P 6	ART 38 REMPLACEMENT DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES EN PLOMB		ART 61 CLAUSES D'EXÉCUTION	
ART 15 PRISES D'EAU AUTRES QUE BRANCHEMENTS D'IMMEUBLES		CHAPITRE VI FACTURATION ET PAIEMENT	P 10	ANNEXE I INDIVIDUALISATION PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES	P 16
ART 16 INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DANS UN IMMEUBLE COLLECTIF OU UN ENSEMBLE IMMOBILIER DE LOGEMENTS		ART 39 PRÉSENTATION DE LA FACTURE	P 11	ANNEXE II TARIFICATION DES CONTRÔLES DES INSTALLATIONS DES ABONNÉS UTILISANT DES RESSOURCES EN EAU AUTRES QUE LE RÉSEAU (PUITS, FORAGE ET DISPOSITIFS DE RÉCUPÉRATION DES EAUX DE PLUIE)	P 17
ART 17 DÉFAUT D'ABONNEMENT		ART 40 FIXATION ET INDEXATION DES TARIFS		ANNEXE III FORMULAIRE DE DECLARATION D'OUVRAGE FORMULAIRE DE RÉTRACTATION FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXÉCUTION ANTICIPÉE DU CONTRAT D'ABONNEMENT	P 17
CHAPITRE III LE BRANCHEMENT	P 6	ART 41 REMISES POUR FUITES			
ART 18 DESCRIPTION		ART 42 RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PAIEMENTS			
ART 19 NOUVEAUX BRANCHEMENTS	P 7	ART 43 PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU			
ART 20 GESTION DES BRANCHEMENTS		ART 44 PAIEMENT DES AUTRES PRESTATIONS	P 12		
ART 21 MODIFICATION DES BRANCHEMENTS		ART 45 DÉLAI DE PAIEMENT INTÉRÊTS DE RETARD			
ART 22 MANOEUVRE DES ROBINETS DES BRANCHEMENTS EN CAS DE FUITES	P 8	ART 46 RÉCLAMATIONS			
ART 23 FERMETURE DES BRANCHEMENTS DES ABONNÉS		ART 47 DIFFICULTÉS DE PAIEMENT			
ART 24 MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS		ART 48 DÉFAUT DE PAIEMENT			
		ART 49 FRAIS DE RECOURVEMENT			
		ART 50 REMBOURSEMENTS			

Le présent Règlement définit le cadre des relations entre le service de distribution d'eau potable et les abonnés.

La Métropole Rouen Normandie, dont le siège est situé au 108, allée François Mitterrand, 76006 ROUEN, exerce la compétence « Eau » sur l'ensemble de son territoire en lieu et place des communes qui en sont membres. Elle a pour mission d'organiser le service, de contrôler sa bonne exécution et de décider des investissements à réaliser.

Le Service de l'Eau est exploité :

D'une part, par des sociétés, dans le cadre des droits et obligations qu'elles tiennent des marchés de prestation ou des contrats de délégations et le cas échéant, toute société sous-traitante régulièrement agréée.

D'autre part, par la Métropole Rouen Normandie, organisée en Régie dotée de l'autonomie financière et le cas échéant, toute société mandatée.

Chacune de ces entités est désignée sous le terme « EXPLOITANT ».

La COLLECTIVITÉ s'entend comme l'autorité publique compétente, organisatrice du service de l'eau. Dans le cas présent, il s'agit de la Métropole Rouen Normandie.

L'ABONNÉ s'entend comme toute personne physique ou morale, titulaire d'un contrat d'abonnement au service de l'eau. Dans le cas de collectifs (immeubles, lotissements), l'abonné s'entend comme son représentant (bailleur, syndic,...).

L'USAGER s'entend comme toute personne physique ou morale qui utilise le service de l'eau.

Le SERVICE DE L'EAU s'entend comme l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable des usagers.

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent Règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau à partir du réseau public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Métropole Rouen Normandie.

Il a pour objet de définir les prestations assurées par le service public de l'eau ainsi que les obligations respectives de l'EXPLOITANT, des abonnés et des propriétaires.

Le présent Règlement sera adressé à l'ensemble des abonnés.

ARTICLE 2 LES ENGAGEMENTS DE L'EXPLOITANT

L'EXPLOITANT fournit l'eau aux immeubles situés dans la zone desservie par le réseau, dans la mesure où les installations existantes le permettent et suivant les conditions définies par le présent règlement.

L'EXPLOITANT est tenu d'assurer la continuité de la fourniture d'eau. Toutefois, il se réserve le droit de suspendre ou de limiter sans préavis la distribution d'eau en cas de force majeure ou de pollution de l'eau.

Il se réserve également le droit de fixer une limite maximale pour les quantités d'eau fournies aux établissements industriels ou à d'autres consommateurs importants.

En cas de manque ou de danger d'insuffisance d'eau, l'EXPLOITANT peut même exclure temporairement les consommateurs susvisés de la fourniture d'eau.

L'EXPLOITANT est tenu de fournir une eau respectant constamment les normes de qualité imposées par la réglementation en vigueur sauf lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (voir art 51). L'eau distribuée fait l'objet de contrôles réguliers. La synthèse de ces contrôles, publiée par l'Agence Régionale de Santé, est jointe à la facture d'eau, au moins une fois par an et est disponible sur le site internet de la métropole.

Les agents de l'EXPLOITANT doivent être munis d'un signe distinctif et porteur d'une carte d'accréditation lorsqu'ils pénètrent dans une propriété privée dans le cadre d'une des missions prévues par le présent Règlement.

L'EXPLOITANT est tenu de mettre à disposition des usagers et des abonnés les informations leur permettant d'accéder au service de l'eau, d'effectuer toutes démarches et d'obtenir toutes informations relatives au service de l'eau, à la qualité de l'eau et au tarif en vigueur. Les réponses à ses questions se feront par téléphone, courrier ou par voie électronique.

L'EXPLOITANT s'engage, en cas d'intervention nécessitant un déplacement à domicile, à proposer à l'abonné un rendez-vous avec une plage de deux heures.

L'EXPLOITANT dispose d'un service d'astreinte au numéro indiqué sur la facture de l'abonné, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences techniques concernant l'alimentation en eau d'un abonné. Les déplacements des agents de l'EXPLOITANT le cas échéant seront susceptibles de donner lieu à facturation.

ARTICLE 3 LES OBLIGATIONS DES ABONNÉS DU SERVICE

Les abonnés sont tenus de payer les fournitures d'eau ainsi que les autres prestations assurées par l'EXPLOITANT, que le présent Règlement met à leur charge et suivant le tarif en vigueur.

Les abonnés sont également tenus de se conformer à toutes les dispositions du présent Règlement. En particulier, il est formellement interdit aux abonnés :

- d'user de l'eau autrement que pour leur usage personnel et celui de leurs locataires, et notamment en cas d'incident de fourniture ;
- de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de leur branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;

- de relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts et en particulier relier un puits ou forage privé ou des installations de réutilisation d'eau de pluie aux installations raccordées au réseau public ;
- de porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public ;
- de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les cachets en plomb, ou les bagues de scellement, ou d'en empêcher l'accès aux agents de l'EXPLOITANT ;

Le cas-échéant, l'EXPLOITANT facturera la remise en conformité du dispositif ainsi que des frais de déplacement.

- de faire sur leur branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets de purge et du robinet d'arrêt avant et après compteur ;
- de faire obstacle à l'entretien et à la vérification du branchement, et du dispositif de comptage.

Compte tenu de la nature des infractions aux dispositions du présent article, qui constituent soit des délits soit des fautes graves risquant d'endommager les installations, elles exposent l'abonné à la facturation de pénalités fixées par délibération de la COLLECTIVITÉ ainsi qu'à la fermeture immédiate de son branchement, sans préjudice des poursuites que l'EXPLOITANT pourrait exercer contre lui.

ARTICLE 4 LES DROITS DES ABONNÉS

L'EXPLOITANT assure la gestion du fichier des abonnés dans les conditions prévues par le Règlement (JE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données à caractère personnel (dit RGPD) et le Livre III du Code des relations entre le public et l'administration. Le fichier comporte les mentions inscrites à l'article R.2224-18 du Code général des collectivités territoriales.

La collecte des nom, prénoms, adresse de l'abonné (postal, téléphoniques et email), date de naissance, composition du foyer, coordonnées bancaires, est strictement nécessaire à la gestion du service et est soumise au consentement de l'abonné. L'EXPLOITANT s'interdit d'utiliser les données personnelles pour toute autre finalité que celles strictement nécessaires à la gestion du service.

Les données personnelles sont conservées par l'EXPLOITANT pendant toute la durée de l'abonnement et pendant une durée de 5 ans suivant la résiliation de l'abonnement.

L'EXPLOITANT met en œuvre les moyens techniques et opérationnels appropriés pour protéger les données personnelles des abonnés et s'engage à garantir leur sécurité et ainsi leur confidentialité, leur intégrité et leur disponibilité.

L'accès aux données personnelles de l'abonné est strictement limité à l'exécution du service et à la gestion des contrats et abonnements, et le cas échéant, aux sous-traitants et prestataires de l'EXPLOITANT, aux autorités judiciaires sur demande et dans la limite de ce qui est permis

par la réglementation, à certaines professions réglementées telles que avocats, notaires, commissaires aux comptes, les organismes d'accompagnement social le cas échéant, ainsi que la TRÉSORERIE ROUEN MÉTROPOLE, lesquels sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données de l'abonné qu'en conformité avec les dispositions contractuelles de l'EXPLOITANT et la législation applicable et uniquement pour le compte de l'exploitant.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, l'EXPLOITANT s'engage à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données de l'abonné sans son consentement préalable, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime.

Par ailleurs, les données collectées dans le cadre du contrat font l'objet d'un traitement informatique soumis à la conformité au Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel. Dans ce cadre, l'abonné dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de limitation et de portabilité des informations qui le concernent. Conformément à la réglementation en vigueur, cette demande doit être adressée de façon écrite (avec copie d'un titre d'identité) au délégué à la protection des données de la Métropole Rouen Normandie soit par mail (dpo@metropole-rouen-normandie.fr) soit par voie postale. Cette communication de documents pourra faire l'objet d'une facturation en fonction du coût réel de la reproduction dans la limite du montant réglementaire en vigueur.

L'EXPLOITANT doit procéder à la rectification des erreurs portant sur des données personnelles qui lui sont signalées par les abonnés concernés.

CHAPITRE II L'ABONNEMENT

Pour accéder au service de l'eau, l'utilisateur doit souscrire un contrat d'abonnement auprès de l'EXPLOITANT.

ARTICLE 5 LE CONTRAT D'ABONNEMENT

ARTICLE 5.1 La souscription d'un contrat d'abonnement

La demande de souscription d'abonnement doit être formulée auprès de l'EXPLOITANT, soit par écrit dans les locaux de l'EXPLOITANT ou sur le site internet de la COLLECTIVITÉ, soit par téléphone, en indiquant les usages prévus de l'eau. Les types d'usages sont notamment les suivants : domestique, collectif, industriel, arrosage.

Suite à cette demande, l'utilisateur recevra soit en mains propres soit par courrier :

- un contrat d'abonnement d'eau
- la fiche tarifaire, comprenant notamment les frais d'accès au service
- le présent règlement comprenant notamment un formulaire de rétractation, un formulaire de demande d'exécution anticipée de la fourniture d'eau
- et un livret d'accueil indiquant les précautions à prendre pour protéger le compteur, en particulier contre le gel, et les préconisations relatives à la surveillance des consommations.
- le règlement assainissement.

Le demandeur devient abonné au SERVICE DE L'EAU dès réception par l'EXPLOITANT de son contrat d'abonnement signé qui emporte l'acceptation des dispositions du règlement de service.

Si l'abonné ne retourne pas son contrat signé, le paiement de la première facture vaut accusé réception et acceptation de l'ensemble des documents et confirmation de l'abonnement au service.

Le contrat prend effet à la date :

- de l'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective) ou
- de l'ouverture de l'alimentation en eau.

En l'absence d'abonnement, les dispositions de l'article 17 s'appliquent.

ARTICLE 5.2 Dispositions complémentaires pour la souscription d'un contrat d'abonnement à distance ou hors établissement

Un contrat « à distance » est conclu par le recours exclusif à une ou plusieurs techniques de communication à distance : par exemple téléphone, voie postale ou Internet.

Un contrat « hors établissement » est conclu en dehors des locaux de l'EXPLOITANT : par exemple chez l'utilisateur.

Droit de rétractation

L'utilisateur bénéficie gratuitement d'un droit de rétractation de 14 jours calendaires à compter du lendemain de la conclusion du contrat.

Pour exercer son droit, l'utilisateur doit notifier à l'EXPLOITANT sa décision de rétractation du contrat d'abonnement au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté. Il peut utiliser le formulaire de rétractation annexé au présent règlement et mis à sa disposition sur le site Internet de la Métropole.

Demande d'exécution anticipée du contrat
Sur demande expresse de l'utilisateur, l'EXPLOITANT peut commencer l'exécution du contrat avant l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

L'utilisateur domestique confirme sa demande à l'aide du formulaire de demande d'exécution anticipée annexé au présent règlement et mis à sa disposition sur le site Internet de la Métropole.

En cas de rétractation dans le délai de 14 jours malgré la demande d'exécution anticipée du contrat, l'EXPLOITANT facture le montant correspondant au service fourni jusqu'à la communication de la décision de rétractation, proportionné au prix total de la prestation convenue dans le contrat d'abonnement (consommation, frais d'accès au service et autres prestations prévues par le présent Règlement, selon les conditions tarifaires en vigueur).

ARTICLE 6 CONDITIONS D'OBTENTION DE L'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires des immeubles pouvant justifier de leur qualité par un titre. Ils peuvent l'être aux

locataires, aux usufruitiers, nus propriétaires ou occupants de bonne foi, sous réserve qu'ils puissent justifier de leur droit d'occupation.

L'abonnement d'une personne morale (société, collectivité, association, etc.) est effectué au nom et pour le compte de la personne morale. Il mentionne les coordonnées de la personne physique gestionnaire. Tout changement de situation, notamment de gestionnaire, doit être porté à la connaissance de l'EXPLOITANT dans les meilleurs délais.

À cet effet, l'EXPLOITANT se réserve le droit de demander, pour tout abonnement souscrit, la transmission de pièces justificatives telles que la copie du contrat de bail pour un locataire, la copie de l'acte notarié pour le propriétaire, un extrait KBis pour une société ou encore un contrat de gestion pour un gérant de biens.

Les abonnements conclus par des cabinets immobiliers ou gérants pour le compte d'une copropriété ou d'une personne sous tutelle doivent mentionner les coordonnées de la personne physique ou morale représentée ainsi que celles du représentant.

Tout changement de situation, notamment de gestionnaire, doit être porté à la connaissance de l'EXPLOITANT dans les meilleurs délais.

La fourniture de l'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

L'EXPLOITANT s'engage, pour un branchement existant, sauf contrainte exceptionnelle dont le demandeur sera averti lors de sa démarche, à fournir l'eau dans un délai de 2 jours ouvrés suivant soit la date de prise d'effet de son contrat d'abonnement en cas de souscription d'abonnement dans les locaux de l'EXPLOITANT, soit la date de fin du délai de rétractation en cas de souscription à distance ou hors établissement, soit en cas de demande expresse d'exécution anticipée du service suivant la réception de la demande d'exécution anticipée.

Lorsque l'immeuble n'est pas desservi directement par un réseau, la COLLECTIVITÉ et l'EXPLOITANT sont seuls habilités à déterminer les conditions techniques et financières de l'extension à envisager et ce, en fonction principalement des aspects techniques d'intégration de l'extension au réseau existant, de la qualité de l'eau, de l'entretien et de la nature du terrain.

L'EXPLOITANT s'engage à adresser au demandeur un devis dans un délai de 10 jours ouvrés après rendez-vous sur le site. Les travaux sont exécutés dans les 4 semaines, après acceptation du devis, règlement de l'acompte et obtention de toutes les autorisations administratives, ou à une date ultérieure fixée en accord avec l'Exploitant, selon le souhait du demandeur.

Les devis sont établis sur la base des tarifs en vigueur et ont une durée de validité de 3 mois.

À l'issue de ce délai, à défaut d'accord sur les termes du devis et du versement de l'acompte, le devis devient caduc.

Les immeubles indépendants à usage d'habitation, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'exploitation d'un même ensemble agricole, industriel ou artisanal.

Il est interdit à tout abonné d'étendre la conduite d'eau de sa propriété sur un immeuble voisin, sauf accord formel et préalable de l'EXPLOITANT.

Dans les cas où est nécessaire soit un branchement neuf, soit la remise en état d'un branchement ancien, l'eau ne sera fournie qu'après la réalisation des cinq conditions suivantes :

- la fin des travaux de création ou de remise en état du branchement (exécuté dans les conditions fixées à l'article 18) ;
- la mise en place du compteur ;
- la remise en service du branchement effectuée obligatoirement en présence de l'abonné ou de son représentant ;
- le paiement des sommes dues par l'abonné ;
- la souscription d'un abonnement.

Les éventuels extensions ou renforcements de réseau consécutifs à une demande d'abonnement seront réalisés et financés selon les modalités fixées par les textes en vigueur.

ARTICLE 7 FRAIS D'ACCÈS AU SERVICE ET PRESTATIONS ANNEXES

La souscription d'un abonnement donne lieu, à l'émission d'une facture contenant des frais d'accès au service correspondant aux charges engendrées par un nouvel abonné ou de prestations annexes fixées selon les modalités particulières par délibération de la collectivité ou fixées dans les contrats de délégation de service.

ARTICLE 8 LA DURÉE DU CONTRAT

L'abonnement est consenti pour une durée indéterminée. L'abonnement est facturé soit annuellement soit semestriellement, en fonction du territoire concerné. En cas de période incomplète, il est facturé au prorata temporis.

ARTICLE 9 LES CONDITIONS DE RÉSILIATION

Les abonnements prennent fin sur la demande complète et expresse des abonnés, soit au jour de la réception de la demande, soit à la date de résiliation souhaitée par l'usager.

Il est de la responsabilité de l'abonné qui souhaite mettre fin au contrat d'aviser l'EXPLOITANT de son intention, selon l'une des procédures suivantes :

- visite sur place dans les locaux de l'EXPLOITANT
- lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes
- sur le site Internet.

La demande de résiliation sera considérée comme complète et donc effectivement prise en compte qu'à réception de tous les éléments cohérents suivants : index du compteur, date de prise d'effet de résiliation souhaitée et nouvelle adresse. En cas de demande incomplète, l'EXPLOITANT en informe l'abonné dans un délai raisonnable afin de lui permettre de régulariser.

Une facture d'arrêt de comptes valant résiliation du contrat d'abonnement est alors adressée soldant ainsi les consommations jusqu'à la fin d'abonnement.

a) Si le successeur du demandeur est connu et emménagé dans un délai court, le compteur n'est pas déposé, le branchement reste en service. L'abonné présente sa demande de cessation de la fourniture d'eau conjointement avec une nouvelle demande d'abonnement formulée par son successeur pour le même branchement. Dans ce cas, la résiliation de l'abonnement est effectuée sans frais, et un nouvel abonnement est établi dans les conditions fixées par le présent Règlement.

Lors de son départ définitif, l'abonné ferme le robinet d'arrêt au compteur ou demande, en cas de difficulté, l'intervention de l'EXPLOITANT, celui-ci ne pouvant être tenu pour responsable des dégâts causés par des robinets intérieurs laissés ouverts. En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

Dans le cas d'omission par l'abonné de la dénonciation du contrat en bonne et due forme, il demeure responsable du paiement des sommes qui seront dues à la date du relevé, même s'il fait la preuve qu'une partie de ces redevances résulte de l'usage d'un tiers.

En cas de décès de l'abonné, ses héritiers ou ayants droits restent responsables vis-à-vis de l'EXPLOITANT de toutes les sommes dues au titre de l'abonnement et des consommations d'eau.

b) Si l'abonné demande la résiliation de son abonnement, sans établissement d'un nouvel abonnement pour le même branchement cela entraîne la fermeture et, le cas échéant, la dépose du compteur.

c) Même s'il n'a pas reçu de demande de cessation de la fourniture d'eau des abonnés, l'EXPLOITANT peut mettre fin à l'abonnement, dans les cas suivants :

- Si l'abonné ne respecte pas les règles d'usage du service
- Dans le cas d'un départ sans préavis de l'abonné, et constaté par l'EXPLOITANT.

Lorsqu'un ancien abonné dont l'abonnement a pris fin en application du présent article, sollicite à nouveau la fourniture de l'eau pour le même branchement, sa requête est traitée comme une nouvelle demande d'abonnement conformément aux dispositions prévues à l'article 6.

L'EXPLOITANT peut résilier d'office un contrat d'abonnement suite au jugement de liquidation judiciaire. Il procède à la fermeture du branchement après un délai de quinze jours suivant la date du jugement d'ouverture de la procédure, à moins que dans ce délai, l'administrateur judiciaire ou le mandataire judiciaire à la liquidation n'ait demandé par écrit de maintenir la fourniture d'eau.

ARTICLE 10 ABONNEMENTS SPÉCIAUX POUR LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'EXPLOITANT peut consentir, s'il les juge compatibles avec le bon fonctionnement de la distribution de l'eau, des abonnements pour lutter contre l'incendie.

Ces abonnements donnent lieu à la mise en place d'équipements spécifiques (compteur et vanne plombée).

ARTICLE 11 ABONNEMENTS POUR APPAREILS PUBLICS

Des abonnements pour les appareils implantés sur le domaine public appartenant notamment aux catégories suivantes : bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage, réservoirs de chasse des égouts, peuvent être consentis aux communes.

Ces abonnements peuvent être refusés par l'EXPLOITANT si les volumes d'eau nécessaires, ou la pression et le débit requis, sont incompatibles avec les installations de l'EXPLOITANT et le bon fonctionnement de la distribution.

Les opérations de surveillance, vérification, entretien et réparation des appareils publics mentionnés ci-dessus sont à la charge du bénéficiaire de l'abonnement.

ARTICLE 12 ABONNEMENTS DE GRANDE CONSOMMATION

Dans la mesure où les installations permettent de telles fournitures, des abonnements de grande consommation peuvent être accordés par l'EXPLOITANT pour la fourniture de quantité d'eau importante.

Une convention particulière est établie pour chaque abonnement de grande consommation selon les conditions fixées par la COLLECTIVITÉ. En cas de nécessité, la convention peut prévoir des périodes temporaires d'interdiction de certains usages de l'eau ou fixer une limite maximale aux quantités fournies.

Lorsque l'abonné dispose de prises d'incendie dans ses installations intérieures, la convention doit en fixer les conditions de fonctionnement et d'alimentation en eau.

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant librement et sans obstacle.

ARTICLE 13 ABONNEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR LES AGRICULTEURS ÉLEVEURS

Pour pouvoir être exonérés de la redevance pour pollution d'origine domestique de l'Agence de l'Eau pour leur consommation d'eau destinée à leur activité d'élevage d'animaux destinés à la production laitière ou de viande, les agriculteurs-éleveurs doivent disposer d'un ou plusieurs compteur(s) secondaire(s) mesurant cette consommation spécifique.

Pour ce faire un ou des contrat(s) d'abonnement complémentaire(s) est (sont) souscrit(s). L'ensemble des travaux à réaliser sur le réseau privé est à la charge de l'abonné. Ils sont exécutés conformément aux dispositions fixées à l'issue d'un diagnostic contradictoire permettant, notamment, de définir le(s) emplacement(s) du (des) compteur(s) secondaire(s).

Le ou les compteur(s) secondaire(s) est (sont) fourni(s) et posé(s) par le service de l'eau à la charge de l'abonné. Toutes les dispositions du présent règlement relatives aux compteurs sont applicables aux compteurs secondaires.

ARTICLE 14

LES ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel (chantiers...) pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Ces abonnements sollicités par écrit 5 jours ouvrés avant le fait générateur donnent lieu à l'établissement d'un contrat d'abonnement. L'index à la pose et à la dépose fait foi pour la facture d'arrêt de compte.

L'abonné doit résilier selon les conditions fixées par l'article 9.

L'EXPLOITANT devra avoir accès au compteur pendant toute la durée des travaux. En cas de disparition ou de perte, l'abonné, étant responsable du système de comptage mis à sa disposition, s'expose à des frais conformément notamment au bordereau de prix unitaires adopté annuellement par la COLLECTIVITE ainsi qu'à des sanctions prévues par l'article 56 du présent Règlement.

ARTICLE 15

PRISES D'EAU AUTRES QUE BRANCHEMENTS D'IMMEUBLES

Il est strictement interdit à quiconque de prélever de l'eau sur le réseau, dont le débit ne sera pas mesuré par un compteur. En particulier, l'utilisation des prises d'incendie est interdite, ces prises ne devant être manœuvrées, avec l'accord de la COLLECTIVITÉ, que par les corps de sapeurs-pompiers pour leurs exercices ou pour la lutte contre l'incendie. Toute contravention donnera lieu à des poursuites judiciaires.

Au cas où, en raison du caractère temporaire des besoins en eau (entreprise pour travaux de construction par exemple), l'aménagement d'un nouveau branchement ne semblerait pas justifié, l'intéressé, qui devra en faire la demande par écrit à l'EXPLOITANT, pourra être autorisé à prélever de l'eau aux prises d'incendie et aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale qui sera installée par l'EXPLOITANT, sous réserve de l'accord préalable de la collectivité compétente.

Les prises de raccordement d'eau fournies par l'EXPLOITANT seront toujours en bon état de fonctionnement, ce que l'utilisateur devra constater au moment de la remise. En cas d'endommagement de la prise de raccordement d'eau au cours de son usage par l'intéressé, ce dernier sera tenu d'en informer immédiatement l'EXPLOITANT, les frais de réparation étant à la charge de l'utilisateur.

Il en sera de même en cas d'avarie au poteau de prise d'eau ou au réseau par suite d'une fausse manœuvre de l'utilisateur.

ARTICLE 16

INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DANS UN IMMEUBLE COLLECTIF OU UN ENSEMBLE IMMOBILIER DE LOGEMENTS

Dans un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, des prescriptions techniques et administratives particulières indiquées en annexe I s'appliquent au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires.

ARTICLE 17

DÉFAUT D'ABONNEMENT

Toute personne physique ou morale reconnue comme bénéficiant du service de l'eau potable sans avoir souscrit préalablement un abonnement est redevable des volumes consommés depuis le dernier relevé du compteur, ainsi que de tous les frais et taxes y afférent.

Par ailleurs, en l'absence d'abonnement, elle s'expose à la fermeture de son branchement.

CHAPITRE III

LE BRANCHEMENT

Le branchement est le dispositif qui relie la prise d'eau sur la conduite de distribution publique au système de comptage inclus, par le trajet le plus court possible.

ARTICLE 18

DESCRIPTION

Le branchement comprend :

- La prise d'eau sur la conduite de distribution publique ;
- Le robinet de prise et la bouche à clé, s'il y a lieu ;
- La canalisation située tant sous le domaine public que privé ;
- Le point de livraison regroupant, le robinet d'arrêt avant compteur et le compteur et équipements associés (têtes émettrices de radio ou télé-relevé).

Les installations privées commencent à partir du joint aval inclus, situé à la sortie du compteur. Elles comprennent le clapet anti-retour et éventuellement le robinet d'arrêt après compteur.

L'ensemble du branchement (à l'exception de la partie privée) défini ci-dessus est un ouvrage public qui appartient à la COLLECTIVITÉ excepté, toutefois, les appareils qui n'auraient pas été fournis et posés par l'EXPLOITANT. La partie du branchement située en partie privative est placée sous la surveillance et la responsabilité de l'abonné.

Dans le cas où le système de comptage ou le robinet d'arrêt général serait inexistant, le branchement (partie publique) s'arrête à la limite de propriété, jusqu'à sa mise en conformité réalisée à l'initiative de l'EXPLOITANT aux frais du propriétaire de l'immeuble desservi.

Tous les appareils faisant partie des installations privées des abonnés doivent être conformes à la réglementation et aux normes en vigueur pour empêcher les retours d'eau et notamment aux dispositions de l'article 16.3. (section 2 du Titre I Les eaux destinées à la

consommation humaine) du Règlement Sanitaire Départemental de Seine Maritime.

Dispositions propres aux immeubles Collectifs

Le branchement se termine au niveau du compteur général de l'immeuble ou de la vanne de répartition dans le cas particulier où il n'y a pas de compteur général.

En l'absence de compteur général ou de vanne, la limite du domaine public / domaine privé détermine les limites de responsabilité.

Les colonnes montantes reliant les branchements des constructions collectives aux installations intérieures des occupants ne sont pas des ouvrages publics et ne font pas partie des branchements, même si les compteurs individuels placés à l'extrémité de ces colonnes montantes appartiennent à l'EXPLOITANT.

Dispositions propres aux lotissements en domaine privé

Le branchement de raccordement au réseau de distribution publique se termine au niveau du compteur général du lotissement, (ou de la vanne de répartition dans le cas particulier où il n'y a pas de compteur général).

Le réseau interne de distribution à partir du joint aval du compteur général (ou de la vanne de répartition) n'est pas un ouvrage public et ne fait pas partie du branchement, même si des compteurs individuels, propriété de l'EXPLOITANT, sont mis en œuvre pour individualiser les consommations.

Chaque immeuble devra disposer au minimum d'un branchement particulier sauf s'il s'agit des bâtiments d'exploitation d'un même ensemble agricole, industriel ou artisanal, situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Il y aura alors un branchement et comptage distinct par usage de l'eau : sanitaire ; process agricole, artisanal ou industriel ; ou incendie.

En cas de partage d'une propriété composée de plusieurs immeubles, précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un branchement particulier.

Par ailleurs, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé d'un compteur
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

Le tracé précis du branchement, son diamètre, le matériau à employer, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur sont fixés par l'EXPLOITANT après concertation avec le propriétaire.

Si pour des raisons de convenance personnelle, l'abonné demande des modifications aux caractéristiques arrêtées, l'EXPLOITANT pourra lui donner satisfaction sous réserve qu'il prenne en charge les frais en résultant. L'EXPLOITANT dispose de la faculté de les refuser lorsqu'elles ne sont pas compatibles avec des conditions normales d'exploitation et d'entretien du branchement.

Le branchement sera réalisé en totalité par l'EXPLOITANT aux frais du demandeur, selon un tarif fixé contractuellement dans le cadre d'une délégation de service public ou par délibération de la COLLECTIVITÉ et remis sur simple demande.

Réalisation des travaux de fouille

Le cas échéant, si la distance entre la conduite publique et la limite de propriété excède une distance de 50 m, le demandeur peut faire appel à l'entreprise de son choix pour réaliser les travaux de fouille situés entre le robinet de prise et son compteur. Dans ce cas, le demandeur doit obtenir l'accord préalable de la COLLECTIVITÉ et respecter les conditions techniques d'établissement du réseau et de passage sous domaine public.

ARTICLE 19

NOUVEAUX BRANCHEMENTS

ARTICLE 19.1 DEMANDE DE BRANCHEMENT

Un nouveau branchement peut être établi sur demande du propriétaire ou de son mandataire, soit pour une construction ou un terrain non encore alimenté en eau potable, soit pour une construction ou un terrain déjà alimenté mais dont le branchement est abandonné, vétuste, inadapté ou pour un usage de l'eau distinct de celui correspondant au branchement existant desservant la propriété.

L'EXPLOITANT peut surseoir à accorder ou peut refuser un nouveau branchement si l'implantation de la construction ou le débit demandé nécessite la réalisation d'un renforcement ou une extension du réseau public jusqu'à réalisation éventuelle de celle-ci.

L'EXPLOITANT pourra de même refuser tout projet de desserte dans l'hypothèse où les réseaux de distribution ne permettent pas d'assurer une pression gravitaire statique supérieure à un bar au niveau du sol au point d'implantation du compteur.

Dans le cas où l'abonné est locataire avec un bail domestique, industriel ou commercial, il appartiendra au propriétaire des locaux d'effectuer la demande de création de branchement. En aucun cas un locataire ne peut demander un branchement sauf s'il est dûment mandaté par le propriétaire.

En cas d'absence de réseau au droit de la parcelle du propriétaire, c'est-à-dire si le branchement doit traverser une voie privée appartenant à un tiers se trouvant entre le domaine public et la parcelle du propriétaire demandeur, le compteur sera installé en limite du domaine public. Il appartiendra alors au propriétaire de la parcelle à desservir de faire établir les actes administratifs nécessaires au passage du branchement sur une propriété appartenant à un tiers au titre de son droit de passage pour désenclaver sa propriété (article 682 du Code civil): convention, servitude, acte notarié entre chacune des parties.

Si l'utilisateur bénéficie d'une servitude de passage, il doit en apporter les justificatifs auprès de l'EXPLOITANT (acte notarié, convention, servitude) afin que ce dernier puisse accorder un branchement. Dans ce cas, la propriété portant la servitude pourra recevoir plusieurs branchements.

Dans le cas où la propriété disposant d'un droit de passage permettant le désenclavement venait à être desservie par une voie disposant d'un réseau public d'eau potable, l'utilisateur devra apporter à l'EXPLOITANT la preuve que sa servitude est maintenue.

À défaut, l'EXPLOITANT réalisera, après accord de l'utilisateur sur l'implantation du branchement neuf et du devis soumis par l'EXPLOITANT dans les conditions applicables à un branchement neuf, un nouveau branchement d'eau sur la nouvelle voie aux frais de l'utilisateur.

L'utilisateur aura, de plus, à sa charge, la modification du réseau privé. Faute d'accord, l'EXPLOITANT pourra procéder, après en avoir informé l'utilisateur, à la fermeture du branchement existant, et à la pose aux frais de l'utilisateur, d'un compteur sur le tracé du branchement existant, en limite du domaine public. En ce qui concerne la demande de création d'un nouveau branchement, l'utilisateur doit se reporter aux dispositions applicables à la souscription du contrat d'abonnement.

ARTICLE 19.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU BRANCHEMENT

Le diamètre du branchement sera défini par l'EXPLOITANT sur la base des éléments que l'utilisateur lui aura apportés par écrit lors de sa demande et devra être en rapport avec l'importance du débit instantané maximal prévisible et de la pression que l'utilisateur souhaite sous réserve qu'elle soit permise par les capacités des ouvrages du service.

Le tracé précis du branchement ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur sont fixés au vu des éléments visés ci-dessus, d'un commun accord entre l'EXPLOITANT et le demandeur des travaux, en recherchant le plus court tracé entre la canalisation publique et la limite du domaine public et du domaine privé.

L'utilisateur demandeur peut demander une configuration particulière du branchement. L'EXPLOITANT dispose de la faculté d'y opposer un refus motivé, lorsque la demande n'est pas compatible avec des conditions normales d'exploitation du service.

ARTICLE 20

GESTION DES BRANCHEMENTS

L'EXPLOITANT assure l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties de branchements publics telles que définies à l'article 18.

Pour les installations anciennes, dont le compteur ne serait pas placé dans les conditions de l'article 26, lors du renouvellement du branchement ou du compteur, l'EXPLOITANT procède à ses frais, avant toute intervention, à la mise en place du compteur à la limite du domaine public. À partir de là, les détériorations sur les conduites situées après compteur sont à la charge de l'abonné.

L'EXPLOITANT assure également l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties publiques de branchements situés dans les propriétés privées. Ces travaux comprennent également les travaux de fouilles et de remblais nécessités par l'intervention.

L'entretien, les réparations, le renouvellement visés à l'alinéa précédent comprennent la remise en état des lieux consécutive à ces interventions, dans la limite d'un remblai et d'un compactage des fouilles dans les règles de l'art à l'exclusion notamment des réfections de pelouses, d'enrobés, de plantations, de pavages et des travaux de terrassement supérieurs à 1,50 m de profondeur, et de tout aménagement particulier de surface), mais ne comprennent pas les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné.

L'EXPLOITANT doit réaliser ces travaux en propriété privée en réduisant dans toute la mesure du possible, les dommages causés aux biens. L'abonné assure la garde et la surveillance des parties de branchements situées à l'intérieur des propriétés privées et doit prendre toute mesure utile pour les préserver du gel. Il lui incombe de prévenir immédiatement l'EXPLOITANT de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

L'EXPLOITANT est responsable des dommages pouvant résulter du fonctionnement des branchements dans les cas suivants :

- Lorsque le dommage a été produit par la partie du branchement située dans le domaine public ;
- Lorsque l'EXPLOITANT a été informé d'une fuite ou d'une autre anomalie de fonctionnement concernant la partie du branchement située dans les propriétés privées, et qu'il n'est pas intervenu de manière appropriée.

La responsabilité de l'EXPLOITANT ne pourra être recherchée dans les autres cas de fuite ou de mauvais fonctionnement des branchements. Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, survenus sur le branchement, qu'il soit situé en domaine public ou privé, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un abonné, les interventions de l'EXPLOITANT pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

ARTICLE 21

MODIFICATION DES BRANCHEMENTS

La modification d'un branchement est réalisée par l'exploitant dans le cadre de ses obligations prévues à l'article 20 ou lorsqu'elle émane d'un demandeur.

La modification d'un branchement ne peut être réalisée qu'avec l'accord de l'EXPLOITANT. Celui-ci ne peut s'y opposer que dans le cas où le projet présenté ne serait pas compatible avec l'exécution du service public d'eau potable.

Lorsque la modification est acceptée, elle est réalisée dans les mêmes conditions que la construction d'un nouveau branchement, aux frais du demandeur.

Il en est de même pour tout déplacement ou toute suppression de branchement émanant d'un demandeur.

ARTICLE 22

MANŒUVRE DES ROBINETS DES BRANCHEMENTS EN CAS DE FUITES

En cas de fuite dans son installation intérieure, l'abonné doit se borner à fermer le robinet d'arrêt situé après compteur, ou s'il n'existe pas, le robinet avant compteur. Il doit ensuite effectuer les réparations nécessaires et prévenir l'EXPLOITANT.

En cas de fuite sur son branchement (partie publique), l'abonné doit prévenir immédiatement l'EXPLOITANT qui interviendra aussitôt et donnera éventuellement à l'abonné les instructions nécessaires.

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à l'EXPLOITANT et interdite aux abonnés ainsi qu'aux entreprises travaillant pour le compte des abonnés.

Si l'abonné sollicite la fermeture du robinet sous bouche à clé pour intervenir sur ses installations privées, cette intervention donne lieu à l'application de frais fixes contractuellement dans le cadre d'une délégation de service public ou par délibération de la COLLECTIVITÉ et remis sur simple demande.

ARTICLE 23

FERMETURE DES BRANCHEMENTS ABANDONNÉS

Lorsqu'il est mis fin à un abonnement et que l'EXPLOITANT n'a reçu aucune nouvelle demande d'abonnement pour le branchement concerné, il procède à sa fermeture.

ARTICLE 24

MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS

L'EXPLOITANT peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant. Ces travaux sont réalisés par l'EXPLOITANT aux conditions définies par chaque cas particulier. La mise en service du branchement est effectuée par l'EXPLOITANT, seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

CHAPITRE IV LE COMPTEUR

Le compteur est l'appareil qui permet de mesurer la consommation d'eau et d'établir la facturation du service public d'eau potable. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur.

Le compteur comprend, le cas échéant, le module de relève à distance permettant un relevé des index de consommation depuis l'extérieur de l'habitation, sans intervention au domicile de l'abonné.

La constatation de la quantité d'eau fournie à chaque abonné, n'a lieu qu'au moyen d'un compteur. Pour un même branchement, le nombre et les caractéristiques du ou des compteurs sont fixés par l'EXPLOITANT. S'il s'avère que ces besoins ne correspondent pas ou plus aux caractéristiques – calibre – du ou des compteurs, ce ou ces dernier(s) seront renouvelés par l'exploitant sans que l'abonné ne puisse émettre de contestation.

Le non-respect de cette règle autorisera l'EXPLOITANT à faire retirer l'(les) appareil (s) non conforme(s) aux normes précitées et remettre en état le lieu de fourniture aux frais du propriétaire.

ARTICLE 25

CARACTÉRISTIQUES

Les compteurs font partie des branchements. Ils sont fournis, posés, vérifiés, entretenus, relevés et renouvelés par l'EXPLOITANT (dans les conditions précisées par les articles 26 et suivants).

Il est interdit à l'abonné de déplacer le compteur, d'enlever les bagues d'inviolabilité ou de se livrer à des manipulations frauduleuses, l'abonné étant financièrement et pénalement responsable y compris sur les équipements de radio ou télé-relève.

Outre les poursuites judiciaires qui pourront être engagées contre lui par l'EXPLOITANT, les frais de réparation et de remplacement du compteur qui résultent de sa malveillance ou négligence, seront mis intégralement à sa charge.

ARTICLE 26

EMPLACEMENT DES COMPTEURS

Le compteur est en général placé en propriété privée, aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse de l'EXPLOITANT), à l'extérieur, dans un regard qui, dans tous les cas, assurera une protection contre le gel et les chocs et permettra un accès facile aux agents de l'EXPLOITANT par une trappe visible accessible et inférieure à 10 kg.

Le regard est réalisé aux frais de l'abonné, soit par toute entreprise de son choix, soit par l'EXPLOITANT. Il doit être conforme aux prescriptions techniques communiquées sur demande par l'EXPLOITANT.

Le regard ne fait pas partie du branchement tel que défini à l'article 18. Il fait partie des installations privées et, est sous la responsabilité de l'abonné qui a notamment la charge de l'entretenir.

Les agents de l'EXPLOITANT doivent avoir accès à tout moment au compteur, y compris lorsqu'il est situé en propriété privée. L'abonné doit tenir libre d'accès et de tout encombrement le compteur afin de permettre le relevé du compteur et son remplacement le cas échéant.

Toute gêne ou opposition de l'abonné à l'accès au compteur l'expose aux sanctions prévues, selon les cas, aux articles 3 et 56.

ARTICLE 27

PROTECTION DES COMPTEURS

Pour les installations anciennes lors du remplacement du compteur ou lors de la souscription d'un abonnement, l'EXPLOITANT informe l'abonné des précautions particulières à prendre pour assurer la protection du compteur, notamment contre le gel. A défaut d'avoir respecté ces précautions, tout dommage causé par choc ou gel sera réparé par l'EXPLOITANT aux frais de l'abonné.

ARTICLE 28

REMPLACEMENT DES COMPTEURS

Le remplacement des compteurs est effectué par l'EXPLOITANT, en principe, sans frais supplémentaires pour les abonnés.

Dans le cadre du renouvellement des compteurs, les compteurs installés sont munis obligatoirement d'un dispositif de radio-relève, sans frais pour l'abonné. Tout abonné qui, pour des raisons médicales dûment justifiées, refuserait cette installation, devra en faire la demande écrite auprès de l'EXPLOITANT. Dans ce cas, compte tenu des contraintes ainsi imposées au service en raison de la nécessité pour l'EXPLOITANT de réaliser un relevé manuel, chaque relevé manuel du compteur donnera lieu à facturation selon les tarifs fixés par délibération de la COLLECTIVITÉ.

En cas de destruction ou de détérioration résultant :

1. de l'ouverture ou du démontage du compteur, opération relevant de la seule compétence de l'EXPLOITANT ;
2. de chocs extérieurs ;
3. de l'introduction de corps étrangers ne provenant pas du réseau de distribution d'eau ;
4. de détérioration du compteur par retour d'eau chaude ;
5. en cas de gel ou de détérioration, en l'absence de mise en œuvre de moyens préconisés par l'EXPLOITANT (voir article 27) ;
6. de détérioration du module de radio ou télé relevé du compteur,

le remplacement des compteurs est effectué aux frais des abonnés, outre l'application de pénalités dont le montant est fixé par délibération de la COLLECTIVITÉ.

Dans le cas d'une réhabilitation d'immeuble, le remplacement du compteur en vue de mieux l'adapter aux nouveaux besoins, est également effectué aux frais du demandeur.

Dans tous les cas, les compteurs sont conservés par l'exploitant et restent à disposition des abonnés pendant deux mois suivant la date d'émission du courrier de l'EXPLOITANT confirmant la dépose du compteur.

ARTICLE 29

COMPTEURS PROPRIÉTÉ DES ABONNÉS

Les dispositions de l'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service s'appliquent aux propriétaires de compteurs.

Le renouvellement est pris en charge par l'EXPLOITANT.

La qualité de propriétaire de compteur n'a aucune incidence sur la participation financière de l'abonné, lequel demeure redevable, au même titre que les abonnés disposant d'un compteur ne leur appartenant pas, de la part abonnement.

ARTICLE 30

VÉRIFICATION ET CONTRÔLE DES COMPTEURS

L'EXPLOITANT peut procéder à la vérification des compteurs selon les prescriptions du Règlement, et aussi souvent qu'il le juge utile.

Toute gêne ou opposition de l'abonné pour accéder à son compteur l'expose, après mise en demeure restée sans effet, à la fermeture de son branchement et à la résiliation de son abonnement, outre l'application de pénalités dont le montant est fixé par délibération de la COLLECTIVITÉ.

L'abonné a le droit de demander à tout moment le contrôle de l'exactitude des indications de son compteur. Ce contrôle est effectué sur place, si le dispositif de comptage le permet (encombrement), par comparaison avec un entre le compteur en service et un compteur neuf positionné en série durant une durée significative (à minima une semaine), par un agent de l'EXPLOITANT, en présence de l'abonné.

En cas de contestation, ou impossibilité d'installer un nouveau compteur, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme indépendant agréé.

L'EXPLOITANT informe préalablement par écrit du prix global comprenant la dépose et pose du compteur et le coût de l'étalonnage proprement dit sur un banc d'essai agréé.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation applicable au compteur installé.

En cas de contrôle demandé par l'abonné, si le compteur répond aux prescriptions réglementaires, les frais sont à la charge de l'abonné. Ils comprennent le coût réel du jaugeage facturé par l'EXPLOITANT et, s'il y a lieu, le coût de la vérification facturé par l'organisme qui l'a réalisé, y compris les coûts annexes.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de contrôle sont supportés par l'EXPLOITANT et le compteur est remplacé par ses soins. De plus, la facturation sera, rectifiée à compter de la date du précédent relevé, si les résultats du contrôle du compteur sont supérieurs aux conditions de tolérance réglementaire (sur comptage). Dans les autres cas, la facturation sera maintenue.

ARTICLE 11 **RELEVÉ DES COMPTEURS**

Le relevé des compteurs est effectué au moins une fois par an.

Si le compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance.

Néanmoins, les abonnés doivent faciliter l'accès des agents de l'EXPLOITANT du service chargé de l'entretien et du contrôle périodique des compteurs et des équipements associés de transfert d'informations placés en propriété privée, au minimum une fois par an (à minima au moment du relevé des compteurs).

Les abonnés non dotés d'un compteur avec un système de radio ou de télé-relevé sont informés par un courrier, ou tout autre moyen, de la date de passage des agents de l'EXPLOITANT.

Si, à l'époque d'un relevé, ils ne peuvent accéder au compteur, ils laissent sur place, soit un avis de second passage, soit une carte que l'abonné doit renseigner selon les modalités figurant sur ce document. Si, lors du second

passage, le relevé ne peut encore avoir lieu, ou si les informations demandées n'ont pas été communiquées à l'EXPLOITANT dans le délai imparti, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente et, à défaut, par référence à la consommation annuelle moyenne constatée dans le périmètre du service. Le compte de l'abonné est régularisé lors du relevé suivant.

En cas d'impossibilité d'accéder au compteur lors du relevé suivant, l'EXPLOITANT met en demeure l'abonné, par lettre recommandée avec accusé de réception, de permettre le relevé et propose un rendez-vous afin de procéder à la lecture du compteur dans un délai maximum de 8 jours à compter de la date de réception de la lettre par l'abonné. Dans ce cas, l'EXPLOITANT met à la charge de l'abonné le coût des démarches et des déplacements supplémentaires rendus nécessaires pour permettre le relevé.

À défaut de prise de rendez-vous ou au cas où l'EXPLOITANT ne peut accéder au compteur le jour du rendez-vous convenu en raison de l'absence de l'abonné, l'abonné s'expose à la facturation d'une pénalité dont le montant est fixé par délibération de la COLLECTIVITÉ, outre la possibilité pour l'EXPLOITANT d'interrompre l'alimentation en eau aux frais de l'abonné jusqu'au relevé de l'index.

En cas d'arrêt du compteur depuis le relevé précédent, la consommation pendant la période concernée par l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'abonné, sur la base de la consommation pendant la même période de l'année précédente ou, à défaut, sur la base d'une estimation de l'EXPLOITANT, par référence à une consommation moyenne dans le périmètre du service.

En cas d'inaccessibilité du compteur (compteur situé à l'intérieur de l'habitation ou abonné absent ou refusant l'accès au lieu), l'EXPLOITANT peut imposer le déplacement du compteur ou la mise en place d'un système de relevé à distance, aux frais de l'abonné.

En cas de contestation, la révision de la facture ne pourra se faire qu'au travers d'un relevé des index contradictoire effectué par l'EXPLOITANT. Cette intervention donnera lieu, en cas d'exactitude du montant de la facture, au paiement des frais de déplacement et heures prévus au bordereau des prix unitaires.

CHAPITRE V **LES INSTALLATIONS INTÉRIEURES**

Les installations intérieures sont les installations de distribution situées à partir du joint aval du compteur.

ARTICLE 12 **DÉFINITION DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES**

Les installations intérieures des abonnés comprennent toutes les canalisations privées d'alimentation en eau et leurs accessoires, situés après le dispositif de comptage, tel que défini à l'article 18, et le cas échéant, le regard compteur.

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, l'EXPLOITANT peut demander au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires d'installer un dispositif de disconnexion anti-retour d'eau, en plus du « clapet anti-retour ». Il est rappelé que le contrôle réglementaire et obligatoire du dispositif de disconnexion doit être réalisé périodiquement et au minimum une fois par an et que ce dispositif doit être régulièrement entretenu. L'EXPLOITANT peut solliciter le certificat de contrôle, en l'absence, ou dispositif défectueux, l'EXPLOITANT après mise en demeure peut procéder à la fermeture du branchement.

Par ailleurs, afin de se protéger contre les conséquences d'éventuelles variations de pression, les abonnés peuvent se doter d'un réducteur de pression. Pour les immeubles collectifs et les lotissements, les installations intérieures désignent les installations de distribution situées au-delà du compteur général de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier.

Les dispositions de l'article 18§5 s'appliquent.

ARTICLE 13 **RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES INSTALLATIONS INTÉRIEURES**

Les installations intérieures des abonnés ne sont pas des ouvrages publics et ne font pas partie du réseau public de distribution placé sous la responsabilité de l'EXPLOITANT. Toutefois, celui-ci peut intervenir dans les cas limitativement énumérés par les articles 35 et 36. Tous les travaux d'établissement et d'entretien des installations intérieures des abonnés sont effectués conformément à la réglementation et aux normes en vigueur, selon les modalités choisies par les abonnés, propriétaires des immeubles, et à leurs frais.

Si les installations sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, l'EXPLOITANT, l'Agence Régionale de Santé ou tout autre organisme mandaté par la COLLECTIVITÉ peuvent, sous réserve de l'accord de l'abonné ou du propriétaire, procéder au contrôle des installations intérieures.

En cas d'interruption de la fourniture de l'eau, chaque abonné doit s'assurer de l'étanchéité de ses installations intérieures, notamment par le maintien des robinets de puisage en position de fermeture pour éviter toute inondation lors de la remise en eau. Il doit de même prendre toutes précautions pour éviter toute détérioration d'appareils et en particulier ceux dont le fonctionnement normal nécessite une alimentation d'eau continue.

Les abonnés sont seuls responsables des dommages causés au réseau de distribution d'eau potable ou à des tiers, par le fonctionnement des réseaux intérieurs installés par leurs soins, sauf à apporter la preuve d'une faute directement imputable à l'EXPLOITANT. L'EXPLOITANT est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique.

ARTICLE 34

APPAREILS INTERDITS

L'EXPLOITANT peut mettre tout abonné en demeure, soit d'enlever ou de remplacer un appareil raccordé à son installation intérieure, soit d'ajouter un dispositif particulier de protection dans le cas où l'appareil endommage ou risque d'endommager le branchement, ou constitue un risque ou une gêne pour la distribution de l'eau à d'autres abonnés. En particulier, les robinets doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. En cas d'urgence, l'EXPLOITANT peut procéder à la fermeture provisoire du branchement pour éviter sa détérioration, ou pour maintenir la continuité de la fourniture de l'eau à d'autres abonnés sur le réseau.

Si l'abonné ne prend pas immédiatement les mesures nécessaires, l'EXPLOITANT lui adresse une mise en demeure indiquant la date à laquelle la fermeture du branchement deviendra définitive.

Tant que l'abonnement n'est pas résilié à la demande de l'abonné, cette interruption de la fourniture ne suspend pas le paiement de la part fixe qui continue à être due.

ARTICLE 35

ABONNÉS UTILISANT D'AUTRES RESOURCES EN EAU

Lorsque les installations privées sont alimentées par de l'eau provenant de tout prélèvement, puits, forage pour un usage à des fins domestiques, l'abonné doit en faire la déclaration au maire de la commune du lieu de l'installation conformément au modèle de déclaration figurant en annexe et disponible sur le site internet du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire ainsi que sur le site service-public.fr (document cerfa 13837*02).

Si les eaux utilisées proviennent d'une installation de récupération des eaux de pluie, la déclaration est faite selon les modalités prévues dans le règlement de service assainissement.

Toute connexion entre ces canalisations et celles faisant partie de l'installation intérieure définie à l'article 32 est formellement interdite. En cas d'interconnexion, l'EXPLOITANT procède immédiatement à la fermeture du branchement jusqu'à la suppression des connexions illicites.

Les agents de l'EXPLOITANT nommément désignés ont la possibilité d'accéder aux installations intérieures pour procéder à leur contrôle conformément à la réglementation et selon les modalités suivantes :

- L'abonné sera avisé par courrier de la date du contrôle au moins sept jours ouvrés avant celle-ci ;
- Le contrôle sera réalisé en présence de l'abonné ou de son représentant ;
- Le rapport de visite sera notifié à l'abonné. En cas de contamination ou de risque de contamination du réseau public de distribution d'eau potable, le rapport fixe les mesures à prendre par l'abonné dans un délai déterminé, il est adressé au maire de la commune concernée. À l'expiration du délai, le service pourra procéder à une nouvelle visite de contrôle et procéder à la fermeture du branchement, si les mesures

prescrites n'ont pas été exécutées, après une mise en demeure restée sans effet.

- Sauf les cas particuliers décrits ci-dessous, la période entre deux contrôles successifs ne peut être inférieure à 5 années.

- Contre-visite si la protection du réseau public de distribution d'eau potable contre tout risque de pollution n'est pas garantie ;
- En cas de contrôle relevant des pouvoirs de police du maire ;
- En cas de présomption de pollution ;
- En cas de changement d'abonné.

Les frais de contrôle sont à la charge des abonnés selon le tarif et sa formule de révision annexés.

L'EXPLOITANT peut effectuer un contrôle en cas de forte présomption d'utilisation d'une ressource en eau autre que le réseau public. Dans ce cas, si cette autre ressource en eau est avérée, le coût du contrôle est à la charge de l'abonné. Dans le cas contraire, le coût du contrôle est assumé par l'EXPLOITANT.

ARTICLE 36

MISE À LA TERRE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'utilisation des canalisations d'eau pour la mise à la terre des appareils raccordés aux installations électriques est interdite pour les nouvelles installations, et dans les autres cas prévus par la réglementation. Lorsqu'elle demeure tolérée pour des installations existantes, cette utilisation est effectuée sous la seule responsabilité de l'abonné et du propriétaire.

En outre, le respect des dispositions suivantes est alors exigé :

- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble ;
- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement ;
- un manchon isolant de deux mètres de longueur droite doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre ; lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation repérées par ledit manchon isolant ;
- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier ; une plaque apparente et placée près du compteur d'eau, signale que la canalisation est utilisée comme conducteur.

L'EXPLOITANT procède à la fermeture provisoire du branchement jusqu'à la mise en conformité de l'installation lorsqu'une des dispositions prévues par le présent article n'est pas appliquée.

ARTICLE 37

SURPRESSEUR

Toute installation d'un surpresseur doit faire l'objet d'une déclaration à l'EXPLOITANT et être soumise à son accord. En cas d'installation d'un surpresseur, celui-ci devra être muni d'une bache en amont pour éviter les retours d'eau et l'aspiration directe dans le réseau de distribution, ou d'un disjoncteur à zone de pression réduite contrôlable. Tout propriétaire est responsable de l'entretien et du bon fonctionnement du surpresseur ou du disjoncteur et doit s'assurer qu'il n'est à l'origine d'aucune

nuisance hydraulique ou sanitaire tant pour le réseau public de distribution d'eau que pour l'installation intérieure.

La mise en place de ces appareils ne peut se faire sans une déclaration préalable à l'EXPLOITANT qui est seul habilité à donner un accord pour la réalisation de l'installation et à définir les conditions techniques en fonction desquelles elle doit être conçue pour éviter les nuisances sur le réseau public. L'EXPLOITANT est en droit de refuser la fourniture d'eau si ces installations sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal du service des eaux.

ARTICLE 38

REMPLACEMENT DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES EN PLOMB

Pour se conformer aux exigences réglementaires en matière de qualité de l'eau, les propriétaires, au même titre que le service de l'eau sur le domaine public, doivent pour les parties d'ouvrages dont ils sont responsables supprimer à leurs frais tous les branchements, conduites, installations intérieures en plomb et aussi rénover des installations constituées d'autres matériaux, contenant des joints ou alliages contenant du plomb.

CHAPITRE VI

FACTURATION ET PAIEMENT

En règle générale, si l'abonné n'opte pas pour la mensualisation, une facture est adressée une fois par an. Lorsque la facture n'est pas établie à partir de la consommation réelle mesurée par un relevé de compteur, elle est estimée.

ARTICLE 39

PRÉSENTATION DE LA FACTURE

Le Service de l'Eau est facturé sous la rubrique « Distribution de l'eau ». Cette rubrique comprend une part revenant à l'EXPLOITANT et le cas échéant une part revenant à la Collectivité. Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Eau (production et distribution), et des charges d'investissement.

Les montants facturés se décomposent en une part fixe (abonnement) et une part variable calculée en fonction de la consommation d'eau relevée ou évaluée, toutes deux sur la base de tarifs fixés par délibération de la COLLECTIVITÉ et contractuellement dans le cadre d'une délégation de service public.

Outre la rubrique Distribution de l'eau, la facture indique les redevances perçues pour le compte d'autres organismes (Agence de l'Eau, Voies Navigables de France).

La facture inclut une troisième rubrique relative au Service de l'Assainissement Collectif.

Tous les éléments de la facture sont soumis au taux de TVA en vigueur. La facture est adaptée en cas de modification de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 40

FIXATION ET INDEXATION DES TARIFS

Les tarifs appliqués sont fixés et révisés :

- Pour la part revenant à l'EXPLOITANT : selon les clauses du contrat conclu avec la COLLECTIVITÉ, ou par délibération de la COLLECTIVITÉ, pour le service exploité en régie ;
- Pour la part revenant à la COLLECTIVITÉ : par délibération de la COLLECTIVITÉ ;
- Pour les taxes et redevances : par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire.

Les frais suivants sont inclus dans les tarifs de fourniture de l'eau et des autres prestations assurées par l'EXPLOITANT : frais de facturation, y compris l'envoi des factures aux abonnés, frais de réponse aux réclamations, frais d'encaissement des sommes versées par les abonnés, frais de traitement des dossiers des abonnés en situation de difficulté de paiement, frais de remboursements éventuels. Aucune des opérations précitées ne peut donner lieu à l'établissement de décomptes mis à la charge des abonnés.

Toute prestation réalisée par l'EXPLOITANT autre que celles liées directement à la fourniture de l'eau potable, telles que la construction d'un branchement neuf, la modification d'un branchement existant sur demande de l'abonné, la fourniture, la pose, le déplacement d'un compteur et tout autre cas prévu dans le présent règlement donne lieu à facturation sur la base des tarifs fixés par délibération de la COLLECTIVITÉ ou contractuellement dans le cadre d'une délégation de service public.

Les tarifs en vigueur, ainsi que le cas échéant, la formule d'indexation sont remis à l'abonné dans le dossier de demande d'abonnement et sur demande auprès de l'EXPLOITANT. Les modifications de structure tarifaire font l'objet d'une communication écrite, pouvant être portée sur la facture.

ARTICLE 41

REMISE POUR FUITES

Il appartient à l'abonné de surveiller périodiquement ses installations privées afin notamment de s'assurer, notamment par le contrôle des index du compteur, de l'absence de fuite.

En cas de fuite dans les installations intérieures, l'abonné doit fermer le robinet avant et/ou après compteur et procéder à ses frais aux réparations nécessaires.

L'abonné informe par écrit et immédiatement le service des eaux de la réalisation des réparations.

ARTICLE 41-1 ECRÈTEMENT DES FACTURES LIÉ À UNE AUGMENTATION ANORMALE DE LA CONSOMMATION D'EAU POTABLE DANS LES LOCAUX D'HABITATION

Les abonnés occupants d'un local d'habitation (article R 111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation) peuvent demander un écrêtement de leur facturation en cas d'augmentation anormale du volume d'eau consommé susceptible d'être causée par la fuite d'une canalisation.

Une augmentation du volume d'eau est anormale si le volume d'eau consommé depuis le

dernier relevé excède le double du volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Bénéficiaire de ce droit les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau potable d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement de la facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau potable après compteur qui alimentent les pièces du local d'habitation, à l'exception de celles dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires (notamment les appareils de production d'eau chaude et les adoucisseurs) ou de chauffage et leurs accessoires.

En cas de consommation anormale, constatée au vu du relevé de compteur enregistrant la consommation effective, l'EXPLOITANT informe l'abonné par courrier, dans la continuité du relevé, au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, l'EXPLOITANT indique les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écrêtement de la facture.

L'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au service public de l'eau potable, dans le délai d'un mois à compter de l'information prévue ci-dessus, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations et précisant la localisation de la fuite et la date de réparation.

À défaut de l'information de l'abonné par l'EXPLOITANT, celui-ci n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

L'abonné, faute d'avoir localisé une fuite, peut demander à l'EXPLOITANT, dans le même délai d'un mois, la vérification du bon fonctionnement de son compteur dans les conditions prévues à l'article 30 du présent règlement. L'exploitant lui notifie sa réponse dans un délai d'un mois à compter de la demande dont il est saisi. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service public de l'eau potable, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur.

L'EXPLOITANT peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle, l'EXPLOITANT engagera s'il y a lieu les procédures de recouvrement.

Lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de la facture d'eau potable dans les conditions prévues ci-dessus, les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement. Ces volumes d'eau sont évalués en fonction de la différence entre

le volume d'eau dont l'augmentation anormale a justifié l'écrêtement de la facture d'eau potable et le volume d'eau moyen consommé déterminé dans les conditions du présent article.

L'assiette de la redevance modernisation des réseaux de collecte est la même que celle de la redevance d'assainissement collectif.

Concernant la redevance pollution d'origine domestique et prélèvement, l'assiette de la redevance est le volume d'eau facturé à l'abonné, c'est-à-dire celle équivalente au double de la consommation moyenne.

ARTICLE 41-2 AUTRE DISPOSITIF

En cas de fuite après compteur occasionnant une consommation anormale de l'eau par l'abonné, mais ne pouvant bénéficier des dispositions définies l'article 41-1, des abattements peuvent être consentis, sur demande de l'abonné et après instruction par l'EXPLOITANT, sur le montant des parts assainissement et modernisation de la facture, sous réserve que cette fuite n'ait pas entraîné de rejet d'eau dans le réseau d'assainissement, étant précisé que demeurent exclues de ce dispositif particulier les fuites dues à des appareils ménagers, des équipements sanitaires (notamment les appareils de production d'eau chaude et les adoucisseurs) et de chauffage ainsi qu'à leurs accessoires.

En cas d'acceptation, la facturation est établie à partir de la consommation constatée avec fuite. Toutefois les redevances assainissement et modernisation des réseaux de collecte seront appliquées uniquement sur la consommation d'eau moyenne des 3 dernières années précédant la date de la découverte de la fuite.

La remise pourra s'appliquer sous réserve que l'abonné puisse justifier auprès de l'EXPLOITANT : la nature de la fuite, la réparation de celle-ci (facture acquittée d'une entreprise de plomberie ou attestation sur l'honneur de l'abonné de bonne réalisation des travaux avec facture des matériaux à l'appui).

ARTICLE 42

RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PAIEMENTS

Les factures correspondant à la fourniture de l'eau ainsi qu'à la collecte de vos eaux usées sont établies par le service des eaux en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.

Sur le fondement de l'article L.1611-5 du Code Général des Collectivités Territoriales les factures inférieures à 15 € ne seront pas émises. L'EXPLOITANT en informe l'abonné par courrier.

L'ensemble de la consommation qui aurait dû être facturé sera reporté sur une prochaine facture.

ARTICLE 43

PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

L'abonné reçoit en principe une facture par an. Les abonnés dont la consommation est particulièrement importante peuvent faire l'objet d'une facturation plus fréquente, sur demande de l'abonné et à la discrétion de l'EXPLOITANT. Les volumes consommés sont facturés à terme échu, soit à partir d'un relevé du compteur (voir article 31), soit par estimation sur la base d'une consommation de référence.

L'EXPLOITANT propose à ses abonnés différents moyens de paiement :

- Paiement en espèces et mandat-compte
- Paiement par TIP
- Paiement par chèque
- Paiement par virement
- Paiement en ligne via Internet
- Paiement par prélèvement semestriel
- Paiement par prélèvement mensuel

La mensualisation est proposée à tous les abonnés à partir de 10 m³ de consommation. Un contrat lie l'abonné à l'EXPLOITANT sur les conditions d'exercice de la mensualisation.

Au bout de 2 rejets de prélèvements sur un même exercice, l'abonné est exclu de la mensualisation.

ARTICLE 44

PAIEMENT DES AUTRES PRESTATIONS

Le montant des prestations, autres que les fournitures d'eau, assurées par l'EXPLOITANT, est dû dès la réalisation de ces prestations. Il est payable sur présentation de factures établies par l'EXPLOITANT en fonction du tarif en vigueur. Un acompte de 50 % est perçu sur le montant des travaux à compter d'un délai de 7 jours après la signature du devis.

ARTICLE 45

DÉLAIS DE PAIEMENT - INTÉRÊTS DE RETARD

Le montant correspondant à la fourniture d'eau et aux prestations assurées par l'EXPLOITANT doit être acquitté, soit dans le délai et selon les modalités indiquées sur la facture, soit en cas de réclamation de l'abonné présentée dans les conditions prévues à l'article 46, dans un délai de 3 semaines, à compter de la réception de la réponse de l'EXPLOITANT. L'EXPLOITANT peut appliquer un intérêt de retard, calculé au taux d'intérêt légal, aux sommes restant dues par les abonnés après l'expiration du délai de paiement fixé à la date d'exhibibilité mentionnée sur la facture.

ARTICLE 46

RÉCLAMATIONS

Chacune des factures établies par l'EXPLOITANT comporte une rubrique indiquant l'adresse où les réclamations sont reçues.

Toute réclamation doit être envoyée par écrit à cette adresse dans les deux mois à compter de la date d'émission de la facture.

L'EXPLOITANT est tenu de fournir une réponse écrite motivée à chacune de ces réclamations, dans le délai maximum de 2 mois à compter de sa réception.

ARTICLE 47

DIFFICULTÉS DE PAIEMENT

Les abonnés en situation de difficultés de paiement, en informent l'EXPLOITANT ou le Trésorier Principal Municipal, à l'adresse indiquée pour les réclamations, avant l'expiration du délai de paiement. Des facilités de paiement peuvent être consenties à ces abonnés par le Trésorier Principal Municipal ou l'EXPLOITANT.

Celui-ci les informe, si besoin, sur les moyens de réduire autant que possible leur consommation d'eau.

Pour le paiement des factures des résidences principales des abonnés domestiques (personnes physiques), si ces mesures sont insuffisantes, l'EXPLOITANT, conformément à ses obligations réglementaires, oriente les abonnés en difficulté vers les services sociaux compétents afin d'examiner leur situation ou se substitue à ces abonnés en difficulté dans cette démarche, sauf opposition de leur part, afin de solliciter les aides accordées dans le cadre du Fonds Solidarité Logement.

Lorsque ces abonnés apportent la preuve qu'ils ont déposé leur dossier, qu'ils bénéficient d'une réponse favorable ou qu'ils ont bénéficié de cette aide ou de celle du centre communal d'action sociale ou d'un tarif social mis en place par la Métropole, au cours des douze mois précédents, aucun frais pour rejet de paiement ne sera prélevé.

ARTICLE 48

DÉFAUT DE PAIEMENT

En cas de non-paiement, l'EXPLOITANT envoie une lettre de rappel valant mise en demeure qui, restée sans effet, expose tout abonné défaillant :

- aux poursuites légales intentées par l'EXPLOITANT ou le Trésorier Principal Municipal ;
- sauf pour les résidences principales à usage d'habitation, à la fermeture de son branchement ; voire la résiliation du contrat d'abonnement ;
- en l'absence de contrat d'abonnement retourné signé et de paiement de la facture relative aux frais d'accès, à la fermeture de son branchement pour défaut d'abonnement.

ARTICLE 49

FRAIS DE RECOUVREMENT

En cas de non-respect des délais de paiement, l'abonné s'expose à des frais de recouvrement.

ARTICLE 50

REMBOURSEMENTS

Les abonnés peuvent demander le remboursement de trop-perçu en cas de facture surestimée. En fonction du montant, il sera procédé par l'EXPLOITANT, après examen de la demande, soit au remboursement de cette somme (à partir de 15 m³ de surestimation), soit à la prise en compte du volume recalculé sur la prochaine facture.

CHAPITRE VII

PERTURBATIONS DE LA FOURNITURE D'EAU

ARTICLE 51

INTERRUPTION DE LA FOURNITURE D'EAU

• Cas de force majeure

Ni l'EXPLOITANT ni la COLLECTIVITÉ ne peuvent être tenus responsables d'une perturbation en qualité ou en quantité de la fourniture due à un cas de force majeure. Sont notamment considérés comme cas de force majeure :

- tout événement reconnu par les pouvoirs publics comme catastrophe naturelle
- une rupture imprévisible d'une conduite
- une pollution accidentelle de la ressource
- un acte de malveillance
- une coupure d'électricité
- lutte contre incendie

L'EXPLOITANT mettra en œuvre les mesures nécessaires au maintien de la continuité du service de fourniture d'eau aux usagers et les objectifs de préservation de la vie humaine, de la santé publique, de la sécurité des biens et des personnes.

Il se conformera aux décisions prises par l'autorité publique chargée de la gestion de la crise.

• Travaux liés aux nécessités du service

L'EXPLOITANT avertit les abonnés au moins 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles. L'abonné s'assure de la fermeture des robinets sur ses installations intérieures, la remise en eau intervenant sans préavis.

En cas d'interruption planifiée ou non de la fourniture d'eau excédant 48 heures consécutives, la redevance d'abonnement (partie fixe) est réduite au prorata du temps de non-utilisation.

Dans tous les cas, le service des eaux met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour rétablir la fourniture de l'eau dans le plus bref délai.

ARTICLE 52

MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DE DISTRIBUTION

L'EXPLOITANT délivre la pression statique assurée par le réseau de distribution et maintient une pression minimale, mesurée au niveau du compteur (compteur général pour un immeuble ou lotissement privé), nécessaire à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène. L'abonné règle ou adapte la pression à ses besoins. Il appartient aux abonnés de s'informer auprès du service des eaux de la pression disponible du réseau de distribution publique afin notamment de se doter d'équipement de régulation de pression dans le cas où cette dernière serait trop élevée. Il en va de même pour des usages particuliers ou industriels nécessitant une pression adaptée pour le fonctionnement de certains équipements.

Dans le cas d'une pression insuffisante pour des usages particuliers ou industriels, la pose de surpresseur dans des conditions acceptées par l'EXPLOITANT pourra s'avérer nécessaire.

D'une manière générale, le surpresseur devra respecter les préconisations exposées à l'article 37 du présent règlement.

Les abonnés ne peuvent exiger une pression

constante. Ils doivent en particulier accepter sans pouvoir demander aucune indemnité :

- a) des variations de faible amplitude pouvant survenir à tout moment en service normal ;
- b) des variations de forte amplitude pouvant survenir en cas d'usage incendie
- c) une modification permanente de la pression moyenne autorisée par la COLLECTIVITÉ, dans l'intérêt général, restant compatible avec l'usage normal des installations privées, après information sur les motifs et les conséquences consécutifs à cette modification.

ARTICLE 53 EAU NON CONFORME AUX CRITÈRES DE POTABILITÉ

Dans le cas où des contrôles révèlent que la qualité distribuée n'est pas conforme aux valeurs limites fixées par la réglementation, l'EXPLOITANT ou la COLLECTIVITÉ, dans les plus brefs délais :

- a) communiquera aux abonnés toutes les informations émanant des autorités sanitaires ;
- b) informera les abonnés sur les précautions nécessaires éventuelles à prendre ;
- c) mettra en place une alimentation en eau potable de substitution (citernes, cols de cygne, bouteilles d'eau...);
- d) mettra en œuvre tous les moyens à sa disposition pour rétablir aussi rapidement que possible, la distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation.

ARTICLE 54 CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE

Lorsqu'un essai des appareils incendie est prévu, l'EXPLOITANT doit être averti trois jours à l'avance de façon à pouvoir éventuellement y assister. L'EXPLOITANT doit être immédiatement informé de tout incendie déclaré.

Il peut être demandé aux abonnés de s'abstenir d'utiliser leur branchement pendant l'intervention du service de lutte contre l'incendie.

Les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement, sauf à apporter la preuve d'une faute directement imputable à l'EXPLOITANT.

La manœuvre des robinets sous bouches à clé, des bouches et poteaux d'incendie incombe uniquement à l'EXPLOITANT et au service de lutte contre l'incendie.

Si des conduites intérieures doivent être mises à la disposition des services d'incendie, la quantité d'eau employée pour l'extinction du feu ne sera pas décomptée à l'abonné. L'excédent de consommation résultant de l'incendie sera calculé par comparaison avec la consommation de la même période de l'année précédente.

CHAPITRE VIII DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS ET ENSEMBLES D'HABITATIONS DESERVIS PAR UNE VOIRIE OU DES RÉSEAUX PRIVÉS

ARTICLE 55 RACCORDEMENT DES LOTISSEMENTS ET ENSEMBLES D'HABITATION DESERVIS PAR UNE VOIRIE OU DES RÉSEAUX PRIVÉS

Il est rappelé que conformément à l'article 6 alinéa 5, la fourniture de l'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

ARTICLE 55.1 MODALITÉ DE RACCORDEMENT DES EXTENSIONS DE RÉSEAUX TELS QUE LOTISSEMENTS

Toute extension de réseau en domaine privé devra faire l'objet d'une demande de branchement à l'EXPLOITANT du réseau.

Ce branchement inclut la pose d'un compteur général qui fera l'objet d'un abonnement souscrit par la personne morale ou physique responsable du réseau collectif intérieur.

Le poste de comptage situé dans un regard, en limite du domaine privé/public, est complété par un dispositif anti-retour d'eau.

La mise en service du branchement est conditionnée par :

- la présentation du protocole de rinçage des canalisations,
- le résultat des analyses de désinfection bactériologique et de turbidité,
- le résultat d'un Essai de pression conforme au fascicule 71 du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux « fourniture et pose de canalisations d'eau, accessoires et branchements » ;
- la souscription de l'abonnement par le demandeur.

Les travaux de maintenance, d'entretien et de réparation qui pourraient être nécessaires sur les installations intérieures situées à partir du joint aval inclus du compteur général, ainsi que le regard, sont sous la responsabilité et à la charge de l'abonné du compteur général. L'EXPLOITANT du réseau public n'est pas missionné pour intervenir sur le domaine privé, y compris en astreinte.

Le type de compteur général et son dimensionnement est déterminé par l'EXPLOITANT, y compris dans le cadre d'une défense contre l'incendie interne au lotissement.

Dans le cadre de raccordements multiples pour un même lotissement, chaque raccordement fait l'objet d'un branchement équipé d'un compteur général.

Tant que la rétrocession de l'extension du réseau et de ses équipements au domaine public n'aura pas été prononcée, les consommations seront facturées au titulaire de l'abonnement.

ARTICLE 55.2 INTÉGRATION AU RÉSEAU PUBLIC

L'intégration au réseau public, si elle est acceptée, sera faite selon les conditions suivantes :

- Pour les réseaux neufs : La COLLECTIVITÉ et l'EXPLOITANT, procéderont au contrôle technique du projet et des travaux. L'intégration des réseaux créés au domaine public ne pourra être autorisée que si le lotisseur de l'ensemble d'habitations respecte les exigences et prescriptions techniques fixées dans le cahier des charges prévu pour les extensions ou construction d'ouvrages arrêtées par la COLLECTIVITÉ et transmis par l'EXPLOITANT au lotisseur.
- Pour les réseaux existants : L'intégration de réseaux privés suite à l'intégration de la voirie dans le domaine public donnera lieu au préalable à un audit des installations par l'EXPLOITANT.

À cette occasion, le demandeur présentera les documents et fera réaliser à ses frais l'ensemble des opérations nécessaires à l'intégration du réseau, à savoir notamment (liste non exhaustive) :

- Essai bactériologique de type B3 ;
- Essai de pression conforme au fascicule 71 du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux « fourniture et pose de canalisations d'eau, accessoires et branchements » ;
- Plan de récèlement sur format informatique ;
- Lambert II rattaché NGF au format informatique spécifié par l'EXPLOITANT ;
- Mise à la cote des ouvrages ;
- Mise en conformité des ouvrages ;
- Liste du matériel utilisé pour les branchements et réseaux (documentation et fournisseurs).

Si ces conditions sont satisfaites, un abonnement ordinaire sera accordé à chaque habitation pour laquelle un branchement muni d'un compteur aura été établi dans les conditions définies à l'article 18. L'abonnement du compteur général fera alors l'objet d'une résiliation. Le compteur pourra être conservé sur site par l'EXPLOITANT comme compteur de sectorisation. Dans ce cadre il est intégré au réseau public.

ARTICLE 55.3 NON INTÉGRATION AU RÉSEAU PUBLIC

Lorsque l'intégration au réseau public aura été reconnue impossible (mauvais état ou mauvais fonctionnement des ouvrages à intégrer, incidences néfastes sur le fonctionnement du service de distribution, non-respect des prescriptions techniques, impossibilité de vérifier la qualité de la pose), le lotissement ou ensemble d'habitations continuera d'être desservi par un branchement muni d'un compteur général et un abonnement ordinaire unique sera maintenu.

À cette fin, l'ensemble des occupants des différentes habitations devra être valablement représenté par une personne physique ou morale susceptible de contracter cet abonnement.

ARTICLE 55.4 EXTENSION DU RÉGIME DE L'ABONNEMENT INDIVIDUEL

Préalablement à l'intégration, ou lorsque l'intégration au réseau public aura été reconnue impossible, les lotissements ou ensembles d'habitations pourront également bénéficier des dispositions définies à l'Annexe I.

CHAPITRE IX DISPOSITIONS D'APPLICATION ET SANCTIONS

ARTICLE 56 INFRACTIONS – PÉNALITÉS ET POUR- SUITES

Indépendamment du droit que l'EXPLOITANT se réserve par les précédents articles de suspendre les fournitures d'eau et de résilier d'office l'abonnement après une mise en demeure préalable, les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées, soit par les agents de l'EXPLOITANT soit par le représentant de la COLLECTIVITÉ et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Les infractions au présent règlement pourront donner lieu à l'application de pénalités, dont les montants sont fixés par délibération de la COLLECTIVITÉ.

Ainsi, pourront donner lieu à la facturation de pénalités les infractions suivantes :

- 1) En cas d'absence de réponse, refus de rendez-vous ou rendez-vous sans suite pour le relevé du compteur de l'abonné,
- 2) En cas d'absence de réponse, refus de rendez-vous ou rendez-vous sans suite pour le contrôle et/ou l'entretien et/ou le remplacement du compteur de l'abonné,
- 3) En cas de modification ou dégradation du compteur (bris de scellés, ouverture et/ou démontage du compteur, détérioration anormale...).

ARTICLE 57 LITIGES – VOIE DE RECOURS DES USA- GERS

ARTICLE 57.1 RÈGLEMENT AMIABLE DES CONFLITS

1) Réclamation préalable

Toute réclamation doit être envoyée par écrit à l'EXPLOITANT à l'adresse indiquée sur la facture, à défaut de facture à l'adresse suivante : Métropole Rouen Normandie, 108, allée François Mitterrand, 76006 ROUEN Cedex.

La réclamation devra être accompagnée de toutes les justifications utiles, étant précisé qu'il appartient à l'utilisateur d'apporter la preuve du bien-fondé de sa réclamation conformément aux dispositions de l'article 1353 du code civil.

Toute réclamation relative à la facturation ne suspend pas l'obligation de paiement.

L'EXPLOITANT est tenu de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans un délai maximal de deux mois.

En cas de désaccord avec la réponse effectuée par l'EXPLOITANT dans le cadre d'une contestation, l'utilisateur concerné peut adresser un recours gracieux auprès du Président de la Métropole par courrier adressé en recommandé avec AR dans les 2 mois suivant la notification de la décision contestée. Cette demande de réexamen du dossier doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagnée de la décision contestée.

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires particulières en vigueur (notamment en matière d'urbanisme), l'absence de réponse du Président de la Métropole dans un délai de deux mois vaut rejet.

2. Médiation

Lorsque le litige n'a pas pu être réglé dans le cadre d'une réclamation préalable l'abonné peut, dans un délai inférieur à un an à compter de cette réclamation, saisir le Médiateur désigné par l'EXPLOITANT notamment par voie postale à l'adresse indiquée ci-dessus ou sur le site Internet de la Métropole Rouen-Normandie (www.metropole-rouen-normandie.fr).

Cette demande de médiation est gratuite. Elle doit être accompagnée du dossier de réclamation préalable, de la décision contestée et d'arguments factuels et juridiques.

Le cas-échéant, le Médiateur informe l'utilisateur du rejet de sa demande dans un délai de 3 semaines à compter de la réception de son dossier.

ARTICLE 57.2 RECOURS CONTENTIEUX

Les différends d'ordre individuel entre les abonnés et l'EXPLOITANT relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Les contestations portant sur l'organisation du service (délibération, règlement de service, etc.) relèvent de la compétence du tribunal administratif.

La saisine d'une juridiction quelle qu'elle soit, peut être précédée d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision.

ARTICLE 58 MODALITÉS DE COMMUNICATION DU RÈGLEMENT

Le paiement par l'abonné de la première facture vaut accusé réception du présent Règlement conformément à l'article L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales.

Ce règlement pris par délibération du Conseil Métropolitain, après avis de la Commission Consultative de Services Publics Locaux (CCSPL), sera adressé à chaque nouvel abonné, conformément à l'article 1.

Il sera également adressé à tout abonné sur simple demande formulée auprès de la Métropole Rouen Normandie et tenu à disposition sur le site internet (www.metropole-rouen-normandie.fr).

ARTICLE 59 MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Des modifications peuvent être apportées par la Métropole Rouen Normandie et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

Ces modifications devront être portées à la connaissance des abonnés conformément aux modalités prévues à l'article 58.

En application de l'article L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales, le paiement de la première facture suivant la mise à jour du règlement vaut accusé de réception par l'abonné.

Les abonnés pourront user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 9.

Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

Tout cas particulier non prévu au Règlement sera soumis à la COLLECTIVITÉ pour décision.

ARTICLE 60 ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et remplace le règlement antérieur.

Toute évolution législative ou réglementaire s'applique directement sans délai et sans modification du présent règlement.

ARTICLE 61 CLAUSES D'EXÉCUTION

Le Président de la Métropole Rouen Normandie, les agents de l'EXPLOITANT ainsi que, le cas échéant, le Trésor Public, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent Règlement et de ses annexes.

ANNEXE I INDIVIDUALISATION PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES ET TECHNIQUES

L'EXPLOITANT peut accorder un contrat d'abonnement individuel à chaque local (d'habitation, commercial ou collectif) de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements, sous réserve du respect des prescriptions administratives et techniques énoncées ci-après.

Le présent document fixe les conditions administratives, techniques et financières particulières de l'individualisation des contrats d'abonnements dans un logement collectif ou un ensemble immobilier de logements.

Les dispositions du règlement du service d'eau s'appliquent dans leur intégralité. Un exemplaire du règlement, ainsi que les tarifs en vigueur, est remis à chaque abonné au moment de la souscription de son contrat d'abonnement.

Le propriétaire bailleur privé ou public, dans le cas de l'unicité de la propriété de l'immeuble, la copropriété ou le syndic, dans le cas d'une propriété multiple de l'immeuble sont désignés « le propriétaire ».

Les installations intérieures sont définies comme l'ensemble des équipements de production, stockage, traitement et distribution de l'eau froide des immeubles collectifs d'habitation ou ensembles immobiliers de logements.

PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

I) Instruction de la demande

1) Demande préliminaire

Le propriétaire qui souhaite procéder à l'individualisation des compteurs établit un descriptif (plan, description des travaux, matériel et matériaux mis en œuvre, note de calcul...) des installations existantes au regard des prescriptions définies par le Code de la Santé Publique et par la Collectivité et si nécessaire un programme de travaux relatif à la mise en conformité des installations existantes pour rendre les installations conformes à ces prescriptions. Le coût des études éventuelles nécessitées par l'individualisation est à la charge du propriétaire. Ce dossier est adressé à l'EXPLOITANT par lettre recommandée avec Accusé Réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

2) Instruction du dossier

L'EXPLOITANT dispose de 4 mois à compter de la date de réception de la demande complète pour valider le dossier technique.

Une visite des installations sera le plus souvent demandée au cours de laquelle l'EXPLOITANT indique les modifications éventuelles à apporter au programme.

Il peut également demander des informations complémentaires. Dans ce cas, la réponse du propriétaire déclenche à nouveau le délai de 4 mois.

En cas de suspicion d'un risque sanitaire, l'EXPLOITANT saisit l'Agence Régionale de Santé, qui fera réaliser des analyses si elle l'estime nécessaire.

L'EXPLOITANT transmet au propriétaire le règlement de service, le modèle de convention d'individualisation, les prescriptions techniques et les conditions tarifaires de passage à l'abonnement individuel, afin notamment d'en informer les locataires et/ou les copropriétaires.

3) Confirmation de la demande

Le propriétaire adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes, à l'EXPLOITANT une confirmation de sa demande d'individualisation des compteurs de fourniture d'eau, accompagnée, dans le cas d'une copropriété, du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale qui a adopté le principe de l'individualisation.

Il adresse également le dossier technique tenant compte, le cas échéant des éventuelles modifications demandées par l'EXPLOITANT ainsi que l'échéancier prévisionnel des travaux.

Les travaux de mise en conformité sont exécutés sous la responsabilité du propriétaire, à ses frais et par l'entreprise de son choix. Afin de valider techniquement la demande, une visite de conformité sera réalisée par l'EXPLOITANT.

Pour ce qui concerne la partie administrative, le demandeur adresse à

l'EXPLOITANT la convention d'individualisation signée et mentionne les conditions dans lesquelles l'information des locataires occupants a été effectuée.

Ces éléments permettront de créer les abonnements au nom des personnes référencées dans la liste précitée.

Si l'immeuble est doté d'accès sécurisés, devront être fournis badges, clés et ou codes et ce à chaque fois qu'ils changeront.

La mise en œuvre des travaux ne sera réalisée qu'après validation technique et administrative.

4) L'individualisation des contrats

L'EXPLOITANT procède à l'individualisation des compteurs de fourniture d'eau dans un délai de 2 mois après réception des travaux notifiés par le propriétaire, lorsqu'ils ont été rendus nécessaires, ou de la date de réception de la confirmation de la demande d'individualisation des compteurs de fourniture d'eau.

Toutefois, le propriétaire et l'EXPLOITANT peuvent convenir d'une autre date. La signature du contrat d'individualisation avec le propriétaire, le cas échéant, ainsi que la souscription du contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble et des contrats individuels ont lieu préalablement à l'individualisation.

Pour la mise en place de l'individualisation, le propriétaire souscrit lui-même un abonnement au titre de chaque logement en complément de l'abonnement du compteur général.

À réception de chaque demande d'abonnement individuel à l'EXPLOITANT, l'abonnement souscrit initialement par le propriétaire au titre de ce logement sera résilié sur demande du propriétaire réalisée dans les conditions prévues à l'article 9 du règlement de service.

La souscription des différents contrats d'abonnement au service d'eau potable pour le compteur général par le propriétaire et pour chaque logement par chaque nouvel occupant donne lieu au paiement des frais d'accès au service en vigueur.

À la date de passage à l'individualisation, l'EXPLOITANT effectuera un relevé contradictoire de la totalité des compteurs en présence du propriétaire. Ce relevé précisera les compteurs pour lesquels l'index a dû être évalué.

Le propriétaire reste responsable des consommations et des éventuels dommages pouvant être causés par un dégât des eaux entre le départ d'un locataire confirmé par une facture d'arrêt et l'arrivée d'un nouveau locataire.

L'exploitant ne peut être tenu responsable d'un défaut d'information du demandeur envers les occupants des logements qui n'auraient pas souscrits un contrat en leur nom propre.

II) Résiliation de la Convention d'individualisation

Le propriétaire d'un immeuble peut décider la résiliation de l'abonnement collectif et des abonnements individuels avec un préavis de trois mois, après envoi d'un courrier de résiliation en recommandé avec accusé de réception.

Le contrat d'abonnement pour le compteur général d'immeuble ne peut être résilié qu'après la résiliation de la totalité des contrats d'abonnement individuels.

L'EXPLOITANT peut, pour sa part, résilier la convention d'individualisation et les contrats d'abonnement si les prescriptions nécessaires à l'individualisation ne sont pas ou plus respectées.

Cette résiliation est précédée d'une mise en demeure en vue de la mise en conformité laissée sans suite dans un délai de deux mois.

Cette résiliation entraîne le retour à la situation antérieure, par la souscription d'un contrat d'abonnement au compteur général par le Propriétaire et la résiliation de l'ensemble des abonnements individuels (logements et parties communes).

Le retour au régime du contrat d'abonnement collectif de l'immeuble se

fait à l'issue des relevés des index des compteurs individuels. Le contrat d'abonnement collectif est soumis au règlement du service en vigueur.

En cas de résiliation, les compteurs individuels sont déposés par l'exploitant aux frais du propriétaire ou rachetés par ce dernier.

PRESCRIPTIONS FINANCIÈRES

Le propriétaire est redevable soit :

- de la consommation enregistrée au compteur général après déduction des consommations relevées ou évaluées sur les compteurs individuels, notamment en cas d'absence de demande de souscription d'abonnement individuel par un nouvel occupant ;
- de la prime fixe correspondant à l'abonnement.

Soit, en cas de présence de compteurs spécifiques :

- de la consommation enregistrée au compteur général après déduction des consommations relevées ou estimées sur les compteurs individuels et spécifiques sur les parties communes ;
- de la consommation enregistrée par les compteurs spécifiques sur les parties communes ;
- de la prime fixe correspondant à l'abonnement.

Les abonnés individuels sont redevables des volumes mesurés par leur compteur individuel, ainsi que de l'abonnement correspondant.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

I) Installations intérieures collectives

Les installations intérieures collectives commencent immédiatement à partir du joint aval du compteur général. Elles comprennent toutes les installations, à l'exception des compteurs divisionnaires individuels. Le propriétaire assure la garde, la surveillance, l'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations intérieures.

Les installations intérieures collectives ne doivent pas être susceptibles de dégrader la qualité de l'eau délivrée au compteur général de l'immeuble, par l'EXPLOITANT. Elles doivent de même permettre d'assurer une distribution d'eau satisfaisante en quantité et en pression.

Les équipements particuliers, tels que les surpresseurs, dispositifs de traitement, réservoirs, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

II) Dispositifs de comptage

a) Les compteurs individuels

Tous les points de livraison d'eau des lots particuliers de l'immeuble collectif d'habitation, d'un ensemble immobilier de logements ou d'un immeuble à usage mixte, habitation et usage professionnel sont équipés de dispositifs de comptage individuels.

Les points de livraison d'eau des parties communes seront raccordés au compteur général de l'immeuble et équipés d'un dispositif de comptage individuel, sauf contraintes particulières.

Les compteurs individuels permettant la mesure des consommations d'eau des logements ou locaux seront obligatoirement conformes à la réglementation en vigueur.

Le dispositif de comptage comprend obligatoirement :

- Un dispositif d'isolement individuel accessible et verrouillable à tout moment par l'EXPLOITANT : robinet avant compteur sécurisé ;
- Un compteur ;
- Un clapet anti-retour d'eau ;
- Un robinet d'arrêt après compteur verrouillable par l'abonné.

Seul le compteur individuel est un ouvrage public. L'intervention de l'EXPLOITANT sur ce dispositif se limite donc au compteur. Les autres équipements décrits ci-dessus, sont posés et entretenus par le propriétaire.

Lorsqu'il n'existe pas de compteurs individuels préalablement à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, ou bien lorsque ceux qui existent sont d'un modèle non agréé ou ne correspondant pas aux prescriptions techniques exigées par la COLLECTIVITÉ, les compteurs

(avec ou sans dispositif de système de relevé à distance) sont fournis et installés par l'EXPLOITANT, à la charge du propriétaire.

Dans les immeubles déjà dotés de dispositifs de comptage individuel, d'un modèle agréé par le service des eaux et dont les dispositions techniques sont conformes aux exigences de l'EXPLOITANT, ceux-ci pourront être conservés sous réserve d'un âge inférieur à 15 ans.

Protection contre le gel

En application de l'article 27 du présent règlement, lors de la souscription d'un abonnement, l'EXPLOITANT informe l'abonné des précautions particulières à prendre pour assurer la protection du compteur, notamment contre le gel. A défaut d'avoir respecté ces précautions, tout dommage causé par choc ou gel sera réparé par l'EXPLOITANT aux frais de l'abonné.

Lorsque la protection contre le gel est assurée par des moyens collectifs de type cordons chauffants, calorifugeages spécifiques, tout dommage causé ou gel sera réparé par l'EXPLOITANT aux frais du propriétaire. A défaut du règlement des frais engagés par l'EXPLOITANT, la convention pourra être résiliée par l'EXPLOITANT aux torts exclusifs du propriétaire.

b) Le compteur général

Le compteur général détermine au niveau du joint aval la limite entre les ouvrages publics et les installations intérieures collectives. Dans le cas d'un immeuble ou d'un ensemble immobilier de logements existant, le compteur général d'immeuble déjà en place est conservé. Si l'immeuble ou l'ensemble immobilier de logements n'est équipé que de compteurs individuels ou s'il s'agit d'un immeuble neuf, un compteur général d'immeuble est installé aux frais de l'abonné par l'EXPLOITANT et donne lieu à la souscription d'un abonnement.

Le compteur général de l'immeuble est obligatoirement équipé d'un point de prélèvement d'eau permettant de contrôler la conformité de la qualité de l'eau à la réglementation applicable.

c) Les compteurs divisionnaires

Les compteurs seront placés à l'extérieur des logements et locaux desservis, sauf lorsque les conditions particulières de l'immeuble ne le permettent pas. Lorsque ces compteurs ne pourront être installés de manière accessible aux agents de l'EXPLOITANT et notamment lorsqu'ils se trouveront à l'intérieur des logements, ils seront impérativement équipés de systèmes de relevé à distance agréés par la COLLECTIVITÉ et l'EXPLOITANT.

ANNEXE II

TARIFICATION DES CONTRÔLES DES INSTALLATIONS DES ABONNÉS UTILISANT DES RESSOURCES EN EAU AUTRES QUE LE RÉSEAU (PUITS, FORAGE ET DISPOSITIFS DE RÉCUPÉRATION DES EAUX DE PLUIE)

Tarif au 1^{er} janvier 2018

Contrôle : 104,60 € HT (Vacation normale 40,23 € + deux heures de main d'œuvre 64,37 €) Contre visite : 40,23 € HT.

Ces montants sont actualisables au 1^{er} janvier de chaque année par application du coefficient $K = 0,05 + 0,95 \text{ FSD2}/\text{FSD20}$.

Formule dans laquelle :

FSD2 = Frais et Services Divers (valeur connue au 1^{er} janvier de l'année d'actualisation).

FSD20 = Frais et Services Divers (valeur connue au 1^{er} janvier 2018 soit 126,6).

ANNEXE III

FORMULAIRE CERFA DE DÉCLARATION D'OUVRAGE PRÉLÈVEMENTS PUIITS ET FORAGES À USAGE DOMESTIQUE - FORMULAIRE DE RÉTRACTATION - FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXÉCUTION ANTICIPÉE DU CONTRAT D'ABONNEMENT

5 - Localisation de l'ouvrage. Veuillez joindre à la déclaration un plan de localisation de l'ouvrage à l'échelle du 1/25000 ou un extrait du cadastre. Les coordonnées GPS de l'ouvrage pourront être également communiquées.

Adresse Numéro : Voie :
Lieu-dit : Localité :
Code postal [][][][][][] BP [][][][] cedex [][][]
Cadastre : Section(s) Parcelle(s) n°
Code BSS (Banque du Sous-Sol) pour tout ouvrage existant :
Coordonnées GPS de l'ouvrage* :
Longitude (deg : mn,ss) Latitude (deg : mn,ss)

Nous vous rappelons qu'une déclaration spécifique doit être faite auprès des services déconcentrés régionaux chargés des mines, pour tout ouvrage de plus de 10 mètres de profondeur ; cette déclaration permet un enregistrement dans la Banque du Sous-Sol (BSS) et un code BSS est ainsi attribué à l'ouvrage (article 131 code minier). Adresse et Contact disponibles sur le site : www.drire.gouv.fr

6 - Type d'ouvrage (veuillez cocher la case correspondante).

Forage Puits Autres à préciser,
Date de création¹ (cas d'un ouvrage ancien) [][][][][][][][][][]
Date prévisionnelle d'achèvement des travaux (cas d'un nouvel ouvrage) [][][][][][][][][][]

7 - Usages auxquels l'ouvrage est destiné (veuillez cocher les cases correspondantes).

Utilisation de l'eau pour la consommation humaine (au sens de l'article R. 1321-1 du code de la santé publique) Oui Non
En cas d'utilisation de l'eau pour la consommation humaine :
pour un usage unifamilial², une analyse de l'eau de type P1, à l'exception du chlore, définie dans l'arrêté du 11 janvier 2007 (relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution) doit être réalisée et jointe à la déclaration ; pour les ouvrages à réaliser l'analyse est transmise après travaux ;
pour les autres cas, une autorisation préfectorale doit être demandée au titre de l'article L.1321-7 du code de la santé publique.
Autres usages de l'eau Oui Non
Si oui, préciser :
Existence d'un réseau de distribution d'eau intérieur au bâtiment alimenté par l'ouvrage Oui Non
Après usage, existence d'un rejet des eaux issues du pompage dans le réseau public de collecte des eaux usées Oui Non
Après usage, existence d'un rejet des eaux issues du pompage dans le réseau public de collecte des eaux pluviales Oui Non

8 - Caractéristiques de l'ouvrage (veuillez indiquer les caractéristiques réelles pour les ouvrages existants, et les prévisions pour les nouveaux ouvrages à réaliser).

Non ou type de la nappe dans lequel le prélèvement va être effectué (si connu) :
Profondeur de l'ouvrage : (en m) Diamètre de l'ouvrage : (en mm)
Débit de prélèvement : (en m³/h) Volume annuel prélevé : (en m³/an)
Présence d'une margelle béton autour de la tête du forage ou puits : Oui Non
Ouvrage réalisé en se conformant à la norme NF X 10-999 forages d'eau et de géothermie : Oui Non
Le respect de cette norme permet de garantir que l'ouvrage est réalisé dans les règles de l'art et permet notamment de protéger la ressource souterraine de toute infiltration directe d'eau de ruissellement superficielle potentiellement polluée.

Il est rappelé que tout pompage doit être équipé d'un compteur volumétrique (article L.214-8 du code de l'environnement)

Fait à :
le [][][][][][][][][][]

Nom, Prénom :

Signature

¹ ou date d'achèvement d'un nouvel ouvrage.

² unifamilial : usage restreint aux besoins d'une seule famille.

Les champs suivis de (*) sont facultatifs

FORMULAIRE DE RÉTRACTATION DU CONTRAT D'ABONNEMENT A L'EAU POTABLE

A renvoyer, par tout moyen, uniquement si vous souhaitez vous rétracter, sans donner de motif, du contrat d'abonnement à l'eau potable dans les 14 jours à compter de sa conclusion.

Je soussigné,

Madame /Monsieur **NOM**, Prénoms :

Madame /Monsieur **NOM**, Prénoms :

Personne morale (société, association, syndic, etc.) :

Raison sociale : Dénomination :

Représentée par,

Madame /Monsieur **NOM**, Prénoms :

Téléphone fixe : Portable :

Mail :@.....

J'AI PRIS CONNAISSANCE DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT DU SERVICE RELATIVES AU DROIT DE RÉTRACTATION ET JE SOUHAITE ME RÉTRACTER DE MON ABONNEMENT A L'EAU POTABLE POUR L'ADRESSE SUIVANTE :

N° : Rue : Bâtiment : Etage :

N° Appartement / Lot : Code postal :

Commune : N° de compteur : Index :

Adresse d'envoi des factures, si différente

Adresse du : Propriétaire Gestionnaire Représentant légal

Madame /Monsieur **NOM**, Prénom :

N° : Rue : Bâtiment : Etage : N° Appartement / Lot :

Code postal : Commune :

Téléphone fixe : Portable :

Mail :@.....

Signature de l'abonné

Fait le :

À :

Coordonnées du Service Public de l'eau potable

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

Service Public de l'Eau Potable

Le 108 – 108 allée François Mitterrand - CS 50589

76006 ROUEN Cedex

e-mail : web@metropole-rouen-normandie.fr

Ou autre exploitant

Ma Métropole

metropole-rouen-normandie.fr

0 800 021 021

Service & appel gratuits



métropole
ROUEN NORMANDIE

MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE

Service Public de l'Eau Potable

FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXÉCUTION ANTICIPÉE DU SERVICE

A renvoyer, par tout moyen, uniquement si vous souhaitez que l'ouverture du branchement d'eau potable commence avant la fin du délai de rétractation de 14 jours.

Je soussigné,

Madame /Monsieur **NOM, Prénoms** :

Madame /Monsieur **NOM, Prénoms** :

Personne morale (société, association, syndic, etc.) :

Raison sociale : **Dénomination** :

Représentée par,

Madame /Monsieur **NOM, Prénoms**

Téléphone fixe : Portable :

Mail :@.....

J'AI PRIS CONNAISSANCE DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT DU SERVICE RELATIVES A L'EXÉCUTION ANTICIPÉE DE LA FOURNITURE D'EAU ET JE SOUHAITE QUE L'OUVERTURE DE MON BRANCHEMENT D'EAU POTABLE SOIT EFFECTUÉE SOUS 48H À COMPTER DE LA RÉCEPTION DE MA DEMANDE.

POUR L'ADRESSE SUIVANTE :

N° : Rue : Bâtiment : Etage :

N° Appartement / Lot : Code postal :

Commune : N° de compteur : Index :

Adresse d'envoi des factures, si différente

Adresse du : Propriétaire Gestionnaire Représentant légal

Madame /Monsieur **NOM, Prénom** :

N° : Rue : Bâtiment : Etage : N° Appartement / Lot :

Code postal : Commune :

Téléphone fixe : Portable :

Mail :@.....

Je m'engage, si j'exerce mon droit de rétractation, à verser à Eau de la Métropole le montant correspondant au service fourni jusqu'à la communication de ma décision de me rétracter, proportionné au prix total de la prestation convenue dans le contrat d'abonnement (consommation, frais d'accès au service et autres prestations prévues par le Règlement du service, selon les conditions tarifaires en vigueur).

Signature de l'abonné

J'ai lu et accepte les conditions ci-dessus.

Fait le :

À :

Coordonnées du Service Public de l'eau potable

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

Service Public de l'Eau Potable

Le 108 – 108 allée François Mitterrand - CS 50589

76006 ROUEN Cedex

e-mail : web@metropole-rouen-normandie.fr

Ou autre exploitant

Ma Métropole

metropole-rouen-normandie.fr

0 800 021 021

Service & appel gratuits

MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE
LE 108 - 108 ALLÉE FRANÇOIS MITTERRAND
CS 50589 - 76006 ROUEN CEDEX



www.metropole-rouen-normandie.fr